1 Cour pénale internationale
2 Chambre de première instance I
3 Situation en République de Côte d'Ivoire
4 *Affaire Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé* — n° ICC-02/11-01/15
5 Juge Cuno Tarfusser, Président — Juge Olga Herrera Carbuccion — Juge Geoffrey
6 Henderson
7 Conférence de mise en état — Salle d'audience n° 1
8 Lundi 1^{er} octobre 2018
9 (*L'audience est ouverte en public à 10 h 16*)
10 M^{me} L'HUISSIER : [10:16:36] Veuillez vous lever. L'audience de la Cour pénale
11 internationale est ouverte.
12 Veuillez vous asseoir.
13 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:16:44] Bonjour. Bonjour
14 à tout le monde.
15 J'aimerais dans un premier temps vous présenter nos excuses pour ce retard, retard
16 qui est expliqué par l'arrivée tardive des accusés. Ce n'est pas la faute de la Chambre
17 ou la faute de la Cour, il y a tout simplement eu un problème au niveau du
18 transport.
19 J'aimerais commencer cette audience en vous présentant un résumé... un résumé
20 pour le compte rendu d'audience, le dossier, pour toutes les personnes, également,
21 qui sont présentes dans ce prétoire, mais également pour toutes les personnes qui
22 n'ont pas été en mesure de suivre l'évolution de la procédure, et ce, du fait de la
23 confidentialité des différents dépôts d'écritures... de nos différents dépôts
24 d'écritures. Donc, je vais résumer ce qui s'est passé depuis la dernière audience au
25 cours des derniers mois.
26 Et aujourd'hui, pendant cette session d'audience qui commence aujourd'hui, les
27 parties vont aborder le thème de l'existence du caractère suffisant des éléments de
28 preuve pour justifier une condamnation.

1 Cette audience a été convoquée en application d'une procédure énoncée dans le
2 document de la Chambre, document intitulé « Ordonnance relative à la poursuite de
3 la procédure en date du 9 février 2018 » — dépôt d'écriture 1124. Cette ordonnance a
4 été rendue après la fin de la déposition du dernier témoin à charge, témoin qui a
5 comparu devant cette Chambre le 17 ainsi que le 19 janvier 2018. Il s'agissait du
6 témoin P-0564. Par cette ordonnance, la Chambre demandait au Procureur de
7 déposer un mémoire de clôture à titre d'illustration de son affaire, et pour présenter
8 les détails relatifs aux éléments de preuve qui étayaient les charges — mémoire qui fut
9 déposé le 19 mars 2018 et qui fait l'objet du dépôt d'écriture n° 1136.

10 L'objectif de cet exercice consistait à obtenir de la part du Bureau du Procureur une
11 explication succincte. Nous leur demandions de nous expliquer pourquoi après
12 avoir présenté et entendu tous leurs éléments à charge, ils considéraient qu'ils
13 avaient prouvé, eu égard aux charges, à savoir qu'ils avaient présenté leurs éléments
14 de preuve par rapport à ce qu'ils avaient annoncé comme preuves dans leur
15 mémoire préalable au procès ou dans leur mémoire préliminaire déposé avant le
16 début du procès.

17 Le 23 avril 2018, la Défense de M. Gbagbo, et la Défense de M. Blé Goudé ont déposé
18 leurs observations suite au mémoire.

19 Les deux équipes de la Défense ont exprimé leur opinion suivant laquelle le
20 Procureur n'avait pas présenté suffisamment d'éléments de preuve qui permettent
21 de justifier une déclaration de culpabilité et une condamnation. Dans leurs
22 observations, ils ont également indiqué qu'ils avaient l'intention de présenter des
23 requêtes afin de contester le caractère adéquat des éléments de preuve de
24 l'Accusation, et ils ont indiqué qu'ils demanderaient, si tant est qu'il serait fait droit à
25 ces requêtes, un acquittement complet de toutes les charges — dépôts d'écritures
26 n° 1157 pour M. Gbagbo, et 1158 pour M. Blé Goudé.

27 Le 4 juin 2018, la Chambre a rendu la deuxième ordonnance relative à la poursuite
28 de la procédure qui fit l'objet du dépôt d'écriture n° 1174. Par cette ordonnance, la

1 Chambre demandait à la Défense de M. Gbagbo et à la Défense de M. Blé Goudé de
2 déposer au plus tard le 20 juillet 2018 — et je cite : « des arguments concis et qui se
3 concentrent sur les questions factuelles spécifiques pour lesquelles, à leur avis, les
4 éléments de preuve présentés par l'Accusation ne suffisent pas pour justifier une
5 condamnation et éléments de preuve en conséquence au sujet desquels un jugement
6 d'acquiescement complet ou partiel serait justifié. » Fin de la citation.

7 Le Bureau du Procureur et la Représentation légale des victimes ont reçu
8 l'instruction de déposer leurs répliques en se basant sur les mêmes modalités de
9 concision et de concentration au plus tard le 27 août 2018.

10 La Chambre avait également décidé de convoquer une audience, qui a commencé
11 le 10 septembre 2018. Suite aux requêtes présentées par la Procureure et la
12 Représentation légale des victimes, qui avaient demandé un délai supplémentaire
13 pour présenter leur réplique, il a été décidé, donc, que cette audience serait différée
14 jusqu'au jour d'aujourd'hui, à savoir le 1^{er} octobre 2018 — dépôt d'écriture 1189.

15 Le 23 juillet 2018, la Défense de M. Blé Goudé a déposé des écritures de 311 pages —
16 dépôt d'écriture 1198 — et la Défense de M. Gbagbo a déposé des écritures de
17 498 pages — dépôt d'écriture n° 1199. Dans ces écritures, les deux équipes de la
18 Défense ont présenté moult arguments et ont demandé à la Chambre de déclarer
19 qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments de preuve permettant d'étayer les
20 charges et lui demande — à la Chambre — d'acquiescer les deux accusés.

21 Le 10 septembre 2018, la Représentation légale des victimes et le Procureur ont
22 déposé leur réplique — dépôt d'écriture n° 1206 et 1207 ; ces documents ont
23 respectivement 101 pages et 1093 pages.

24 À la fois la Défense de M. Gbagbo ainsi que la Défense de M. Blé Goudé ont réagi
25 immédiatement par leurs dépôts d'écriture du 12 et du 14 septembre 2018. Il s'agit,
26 pour la Défense de M. Gbagbo, du dépôt d'écriture n° 1208 et, pour la Défense de
27 M. Blé Goudé, du dépôt d'écriture n° 1211. Les deux équipes de la Défense font
28 valoir que la réplique du Procureur dépasse la portée et l'ampleur d'une réplique

1 pour ce qui est de la taille et de la teneur et ont demandé à la Chambre de la rejeter
2 *in limine* ; ou, à titre alternatif, ils ont demandé de pouvoir bénéficier d'un délai
3 supplémentaire pour se préparer à cette audience. La Défense de M. Gbagbo a
4 également demandé la traduction écrite vers le français de la réplique du Procureur.

5 Il est absolument manifeste que s'il avait été fait droit à ces requêtes, cela aurait
6 entraîné que l'on sursoie à l'audience d'aujourd'hui et cela aurait donc entraîné un
7 retard de procédure.

8 La deuxième ordonnance indiquait qu'une audience pourrait être convoquée,
9 audience au cours de laquelle les parties et participants auraient la possibilité de
10 présenter, de compléter leurs écritures, et de répondre aux écritures déposées par les
11 uns et les autres ainsi qu'aux questions de la Chambre.

12 Compte tenu des caractéristiques et de la longueur des documents présentés suite à
13 la deuxième ordonnance et compte tenu des requêtes demandées par les deux
14 équipes de la Défense, il fut, en conséquence, nécessaire à la Chambre de préciser et
15 d'adapter son objectif et les thèmes à aborder afin d'instaurer un juste équilibre entre
16 les principes d'équité et de célérité de la procédure.

17 La décision rendue le 21 septembre 2018 — dépôt d'écriture n° 1212 — a,
18 premièrement, confirmé l'audience prévue pour aujourd'hui et, ce faisant, a évité
19 tout retard supplémentaire et, ainsi, a garanti la célérité de la procédure ; et
20 deuxièmement, a demandé ou exhorté le Procureur à répondre oralement aux
21 requêtes de la Défense, requêtes d'abandon des charges, et ce, de façon concise et
22 précise.

23 Comme d'habitude, ces arguments présentés oralement seront interprétés
24 simultanément en français. De plus, il a été demandé au Greffier de prendre
25 rapidement des dispositions pour assurer la traduction de la réplique de
26 l'Accusation en communiquant avec la Défense de M. Gbagbo, ce faisant... et, ce
27 faisant, en garantissant, donc, l'équité de la procédure.

28 Suite à la réponse orale de l'Accusation que nous allons entendre bientôt, la

1 Représentation légale des victimes aura la possibilité de présenter également
2 oralement son point de vue. La Défense aura ensuite la possibilité de répondre
3 immédiatement, si cela est faisable, viable, et sans préjudice de leur requête de
4 demande d'ajournement de l'audience afin de préparer, présenter ou compléter leur
5 réponse apportée oralement. La Chambre pourra également poser des questions aux
6 parties.

7 Ceci est donc rappelé aux fins du dossier et ceci a été dit dans l'intérêt de toutes les
8 personnes qui ont été exclues de notre échange de correspondance. Nous allons,
9 comme d'habitude, siéger à raison de trois volets d'audience d'une heure et demie
10 chacun, pas en ce qui concerne ce matin, malheureusement, parce que nous avons
11 malheureusement commencé avec 45 minutes de retard. Donc, nous allons, donc,
12 siéger jusqu'à 11 heures, puis ensuite de 11 h 30 jusqu'à 13 heures, puis de
13 14 h 30 jusqu'à 16 heures. Et les jours suivants, nous aurons donc notre programme
14 habituel, à savoir trois volets d'audience à raison d'une heure et demie chacune...
15 chacun, commençant à 9 h 30.

16 Et je donne maintenant la parole au Bureau du Procureur, Monsieur MacDonald.

17 M. MacDONALD (interprétation) : [10:29:38] Bonjour, Monsieur le Président,
18 Madame, Messieurs les juges.

19 Je vais expliquer à la Chambre comment nous avons structuré la présentation de nos
20 arguments au cours des deux journées d'audience.

21 Dans un premier temps, le premier substitut (*sic*) du Procureur, M. Stewart, va
22 expliquer à la Chambre quelle est, d'après l'Accusation, la norme qui devrait être
23 appliquée par la Chambre au début de cette audience. Il présentera également un
24 résumé du point de vue de l'Accusation et parlera d'une question bien précise
25 relative à l'évaluation des éléments de preuve.

26 Je prendrai la parole, ensuite, pour présenter le reste de... des arguments de
27 l'Accusation. Dans un premier temps, je résumerai le point de vue de l'Accusation
28 eu égard aux crimes reprochés aux accusés, puis j'aborderai les éléments de contexte

1 des crimes contre l'humanité en m'intéressant à deux questions, le comportement,
2 d'un côté, et la politique mise en œuvre. Puis, ensuite, j'aborderai les différents
3 modes de responsabilité qui sont reprochés à M. Gbagbo et à M. Blé Goudé. Et ainsi,
4 cela mettra un terme à la présentation de nos arguments.

5 Alors, vous avez fait référence à votre « dernier » décision, Monsieur le Président.
6 Nous avons l'intention de résumer brièvement nos arguments, mais nous allons
7 également répondre aux arguments présentés par la Défense. Donc, il ne s'agit pas
8 d'une présentation de très haut calibre qui serait attendue. Nous allons nous
9 contenter, tout simplement, de répondre aux arguments, parce que la Chambre
10 dispose déjà de toute une pléthore d'informations qui a été fournie en mars dans
11 notre mémoire. Et puis, nous avons également — il ne faut pas l'oublier — présenté
12 un document de 1 000 pages. Les allégations factuelles, la chronologie des
13 événements ont été énoncées dans nos documents de façon minutieuse. En
14 conséquence, cet exercice est plutôt une réponse que nous apportons, en sachant que
15 la Chambre maîtrise tous ces faits. Donc, lorsque je ferai référence à ces éléments, je
16 ne ferai pas de référence.

17 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:32:24] Nous comprenons
18 très bien. Excellent.

19 M. MacDONALD (interprétation) : [10:32:30] Je vais maintenant donner la parole à
20 M. Stewart.

21 M. STEWART (interprétation) : [10:32:35] Monsieur le Président, Mesdames et
22 Messieurs, c'est un grand honneur que d'être ici. De temps à autre, on me laisse
23 sortir de mon bureau pour pouvoir venir dans le prétoire, prétoire où j'adorais
24 auparavant être en tant qu'avocat.

25 Donc, je vais m'intéresser essentiellement au critère qui doit être appliqué en cas de
26 demande d'abandon des charges pour insuffisance de preuve, et je vais vous
27 expliquer comment ce test... ce critère, plutôt, devrait être appliqué.

28 Alors, je commencerai par dire que les... le procès des accusés Laurent Gbagbo et

1 Charles Blé Goudé devrait, à notre avis, faire l'objet d'une détermination sur le bien-
2 fondé de cette affaire. Pour ce qui est de ces requêtes déposées par les accusés,
3 l'Accusation a respecté le critère que la Chambre de première instance devrait
4 appliquer à cette phase de mi-parcours du procès. Et voilà ce que nous avançons : il
5 y a des éléments de preuve qui ont été présentés, qui ont fait l'objet de discussions
6 devant la Chambre, et sur la base de ces éléments de preuve, une Chambre de
7 première instance pourrait condamner les accusés, pourrait raisonnablement
8 condamner les accusés des charges qui leur sont reprochées.

9 Au vu de la nature et de... du volume des éléments de preuve présentés par
10 l'Accusation à la Chambre, nous avançons qu'il est tout à fait judicieux que cette
11 affaire doit faire l'objet d'une détermination quant au bien-fondé de cette affaire, et
12 cela dans l'intérêt, nous le disons, des victimes des crimes allégués, des
13 communautés touchées par les crimes, de la population de la Côte d'Ivoire, de
14 l'ensemble de la communauté internationale et de la capacité de cette Cour à rendre
15 une justice indépendante et partielle (*sic*). Nous allons donc nous intéresser au critère
16 qui devrait à notre avis être appliqué à cette phase de la procédure, en réponse à une
17 requête aux fins d'insuffisance de preuve, et nous allons vous expliquer comment ce
18 critère devrait être appliqué.

19 Pour parvenir à la phase définitive d'une détermination quant au bien-fondé d'une
20 affaire, la Chambre doit être convaincue qu'elle a entendu des éléments de preuve,
21 qu'elle a été saisie d'éléments de preuve qui pourraient raisonnablement justifier les
22 condamnations des accusés. En disant ceci, je... je prévois déjà la nature du critère
23 qui devra être appliqué pour répondre à cette requête aux fins d'insuffisance de
24 preuve. Il est absolument essentiel que nous sachions tous quel critère ou quelle
25 norme devra être appliquée par la Chambre pour évaluer, dans cette phase,
26 l'ensemble des éléments de preuve. La Cour a très peu d'expérience en la matière,
27 puisqu'il n'y a qu'une autre Chambre de première instance qui a entendu une
28 requête aux fins d'insuffisance de preuve. La Cour peut bien entendu utiliser sa

1 jurisprudence constante et la jurisprudence constante des tribunaux pénaux
2 internationaux. Elle peut également faire référence aux systèmes juridiques
3 nationaux. Toutefois, la Cour devra en dernier lieu examiner cette question en
4 prenant en considération son propre Statut, l'objectif... ainsi que l'objectif qui sera...
5 qui sera atteint par une requête aux fins d'insuffisance de preuve dans le contexte de
6 sa propre procédure.

7 Nous avançons que le critère qui correspond à la fonction du Statut de Rome de la
8 CPI et qui nous permettra de parvenir à un objectif légitime pour ce type de requête
9 est comme suit : à mi-parcours de la procédure, est-ce qu'il y a des éléments de
10 preuve, qui ont été présentés et qui ont fait l'objet d'arguments présentés devant
11 cette Chambre de première instance, qui permettraient à toute Chambre de première
12 instance qui agirait de façon raisonnable de déclarer les accusés coupables des
13 charges ?

14 Nous avançons que la réponse à cette question est affirmative. M. MacDonald va
15 vous présenter les éléments de preuve et vous expliquer pourquoi nous répondons
16 ainsi à cette question. Mais ce n'est pas le rôle que je jouerai ici. Mon rôle se limitera
17 à présenter à la Chambre ce critère pour être conforme à cette requête aux fins
18 d'insuffisance de preuve et comment est-ce que ce critère devrait être appliqué. Et je
19 vais essentiellement m'appuyer sur les paragraphes 27 à 53 et les
20 paragraphes 72 à 77 de notre réplique écrite.

21 Le cadre des arguments de l'Accusation, en répondant à ces requêtes, sera le critère
22 que je vais vous décrire.

23 Alors, je vais vous expliquer l'objectif d'une requête présentée aux fins d'abandon
24 des charges pour insuffisance de preuve. Les accusés sont présumés innocents
25 jusqu'à ce que leur culpabilité « est » établie à la satisfaction de la Chambre de
26 première instance et au-delà de tout doute raisonnable. Conformément au Statut, la
27 charge revient à l'Accusation de prouver la culpabilité des accusés au-delà de tout
28 doute raisonnable. L'Accusation vous a présenté ses éléments de preuve. Est-ce que

1 les accusés vont... vont convoquer leur défense ? Beaucoup dépend de... du fait
2 suivant : est-ce que l'Accusation, qui a... est-ce que les éléments de preuve présentés
3 par l'Accusation exigent une explication, à défaut de quoi les accusés risquent d'être
4 condamnés sur la base des preuves présentées par l'Accusation ? Les accusés ont
5 tout à fait le droit de garder le silence. Ils ne sont pas obligés à témoigner ou à
6 convoquer une défense. Et ce silence ne pourra pas être utilisé contre eux pour
7 dégager leur culpabilité.

8 Toutefois, si l'Accusation a présenté ses éléments à charge qui, normalement,
9 exigeraient une explication, les accusés ont un choix à faire : n'offrir aucune défense
10 et s'intéresser directement au bien-fondé de l'affaire, et ce seulement en s'appuyant
11 sur les éléments à charge, ou convoquer une défense pour expliquer leur point de
12 vue. Toutefois, les accusés ne devraient pas avoir à faire ce choix, à moins que
13 l'Accusation n'ait présenté leurs éléments à charge qui peuvent justifier des
14 condamnations.

15 En déterminant... et en statuant au sujet d'une requête pour insuffisance de preuve,
16 en conséquence, la Chambre de première instance va évaluer si les éléments de
17 preuve qui lui ont été présentés à la fin des éléments à charge sont tels que toute
18 Chambre de première instance agissant raisonnablement pourrait prononcer des
19 verdicts de culpabilité sur la base des éléments de preuve. Il faut remarquer que le
20 critère ne consiste pas à savoir si la Chambre condamnerait. Cela serait prendre le
21 critère de façon trop élevée. La question consiste à savoir si toute Chambre de
22 première instance pourrait prononcer une condamnation, et nous ne... la raison
23 étant que nous ne sommes pas arrivés à la fin du procès où il sera nécessaire de
24 pondérer les éléments de preuve.

25 À cette phase de la procédure, il n'est pas demandé à la Chambre de déterminer les
26 questions de fiabilité ou de crédibilité par rapport aux éléments de preuve. Si la
27 Chambre venait à considérer que les éléments de preuve ne sont pas suffisants,
28 d'après le critère, alors, le procès continuera sur... pour déterminer le bien-fondé du

1 procès pour... par rapport à une détermination de culpabilité ou d'innocence des
2 accusés.

3 Si la Chambre détermine que tel n'est pas le cas eu égard à certains chefs
4 d'inculpation, elle pourra prononcer des acquittements par rapport à ces chefs
5 d'inculpation et continuer le procès pour les autres. Au cas où les éléments de
6 preuve ne parviendraient pas à prouver tous les chefs d'inculpation, alors, les
7 accusés ont tout à fait le droit d'être acquittés.

8 Mais il convient de savoir... de s'interroger : comment le critère devra être
9 appliqué ? À cette phase de la procédure, la Chambre de première instance, qui
10 examine les éléments de preuve, ne doit pas avoir à décider si elle pourra elle-même
11 condamner les accusés. Elle doit d'ailleurs, de façon extrêmement scrupuleuse,
12 s'abstenir de le faire afin de préserver à la fois les faits et les apparences de son
13 impartialité, et son impartialité.

14 En conséquence, le critère est un critère très objectif. Sur la base des éléments de
15 preuve dont vous êtes saisis, est-ce que toute Chambre de première instance,
16 agissant de façon raisonnable, condamnerait les accusés ? Et en décidant si toute
17 Chambre de première instance pourrait de façon raisonnable condamner les accusés,
18 cette Chambre s'abstiendra également d'évaluer la crédibilité et la fiabilité des
19 éléments de preuve présentés lors de dépositions ou documentaires, ce qu'elle fera à
20 la fin de la... du procès lorsqu'elle évaluera la pondération des éléments de preuve
21 qui permettront de déterminer la culpabilité ou la... l'innocence, cela parce que nous
22 ne sommes pas encore à ce stade de la procédure envisagé par l'article 74 du Statut.

23 Alors, que la Chambre décide de pondérer la crédibilité ou la fiabilité à cette phase,
24 elle ne s'occupera plus d'une requête aux fins d'insuffisance de preuve, mais de
25 quelque chose d'autre pour lequel il n'existe aucun précédent et aucune
26 jurisprudence, ce qui ne correspond pas à la structure procédurière du Statut, et cela
27 est important.

28 La tâche de la Chambre consiste à décider maintenant s'il y a des éléments de preuve

1 qui ont été présentés et abordés qui permettraient de justifier une condamnation.
2 Alors, de toute évidence, cela signifie que la Chambre, lorsqu'elle évaluera les
3 éléments de preuve en tant que fonction du critère à appliquer pour déterminer ce
4 qu'il en est au sujet de la requête...
5 Alors, si l'on... on peut appeler cela une « pondération » des éléments de preuve,
6 mais c'est une pondération extrêmement limitée. En mettant en œuvre et en
7 appliquant le critère, la Chambre choisirait de considérer les éléments de preuve de
8 l'Accusation « prises » de la façon la plus élevée.
9 Alors que nous nous trouvons à mi-parcours, donc, toute « pondération » et
10 évaluation des éléments de preuve est extrêmement limitée. Ce n'est pas le type de
11 pondération d'éléments de preuves qui se passe à la fin d'un procès, lorsque tous les
12 éléments de preuve à charge et à décharge ont été entendus.
13 S'il s'agit d'éléments de preuve directs qui impliquent les accusés par rapport aux
14 crimes allégués, alors, l'affaire doit continuer à aller de l'avant, et ces éléments de
15 preuve seront évalués à la fin de... du procès.
16 S'il s'agit d'éléments de preuve indirects, ils seront évalués seulement de façon
17 extrêmement limitée afin de déterminer s'ils peuvent, de façon raisonnable, étayer
18 les déductions que l'Accusation demande à la Chambre de dégager afin d'établir la
19 culpabilité.
20 Une fois de plus, les éléments de preuve indirects pris au niveau supérieur, et
21 seulement s'ils étaient les déductions factuelles requises pour justifier une
22 condamnation... si tel est le cas, l'affaire doit aller de l'avant. Et ce n'est seulement si
23 les éléments de preuve sont incapables de justifier une condamnation que le chef...
24 les chefs... le chef ou les chefs d'inculpation ou l'affaire doit être abandonnée.
25 Alors, je vais expliquer comment le critère devra être utilisé. Nous avançons bien
26 entendu que les éléments de preuve doivent porter sur toutes les allégations
27 essentielles factuelles nécessaires pour justifier une condamnation. Il doit y avoir
28 également des éléments de preuve eu égard aux modes de responsabilité allégués.

1 Toutefois, la Chambre doit envisager ces charges ou ces chefs de façon globale. Si, eu
2 égard à une charge particulière, il y a des éléments de preuve relatifs à au moins un
3 des événements sous-jacents qui l'étayent, alors, tout le chef d'inculpation doit être
4 considéré. Peu importe si les éléments de preuve, ensuite, n'étaient pas tous les
5 événements (*phon.*) allégués sous-jacents à ce chef d'inculpation.

6 De même, s'il y a des éléments de preuve qui portent sur au moins un des modes de
7 responsabilité allégués, tout le chef d'inculpation et toute la charge doivent être pris
8 en considération.

9 M. MacDonald vous présentera une amélioration de cette règle générale dans
10 l'intérêt du procès, dans l'intérêt de ce procès-ci, mais je vous ai déjà présenté
11 l'approche générale. En un mot comme en cent, la question qu'il convient de se
12 poser est comme suit : est-ce qu'il existe des éléments de preuve qui ont été
13 présentés et discutés devant la Chambre, éléments de preuve qui permettraient à
14 une Chambre de première instance raisonnable de condamner les accusés des
15 charges qui leur sont reprochées ? Je vais maintenant vous parler de la requête dans
16 le contexte d'un régime de présentation des éléments de preuve.

17 Donc, je vous ai parlé de l'évaluation et de la pondération des éléments de preuve
18 avec les éléments de preuve présentés par l'Accusation pris à leur niveau le plus
19 élevé. Accusation... Et je vous ai demandé qu'il faudrait s'abstenir d'évaluer la
20 crédibilité et la fiabilité des éléments de preuve à ce stade de la procédure, à
21 l'exception de quelques circonstances extrêmement limitées.

22 Cela signifie qu'il y a un régime... ce qu'on appelle un régime de recevabilité des
23 éléments de preuve, une sorte de régime de procédure lorsqu'il y a ce type de
24 requête présentée au niveau national ou au niveau international, et je pense à la
25 situation... Il y a une autre... une seule autre situation dans laquelle s'est retrouvée
26 une autre Chambre de première instance de cette Cour.

27 Toutefois, cette Chambre, à la majorité, a adopté un régime de présentation des
28 éléments de preuve, ce qui signifie que ces éléments de preuve doivent être

1 présentés et abordés pour être pris en considération pendant le procès, et que les
2 questions de pertinence, de recevabilité et de pondération sont réservées aux
3 délibérations finales de la Chambre à la fin du procès. Cela n'est pas une immixtion
4 par rapport... ou une ingérence, plutôt, par rapport à l'aptitude de la Chambre à
5 s'intéresser et à gérer des requêtes d'abandon de charges.

6 Conformément à la décision rendue par la Chambre d'appel dans l'affaire *Bemba*,
7 article 70 — et je ferai référence au paragraphe 75 de notre réplique —, lorsque les
8 éléments de preuve sont présentés, ce que l'on attend de la part d'une Chambre de
9 première instance, c'est d'appliquer l'article 74-2 du Statut et, ainsi, de... de
10 s'appuyer sur cet article pour évaluer les éléments de preuve. En appliquant le texte,
11 le critère de la capacité des éléments de preuve requis pour justifier de façon
12 raisonnable une condamnation, sans pour autant pour le moment pondérer ou
13 évaluer la crédibilité ou la fiabilité des éléments de preuve... tous les éléments de
14 preuve présentés jusqu'à maintenant devraient être considérés par la Chambre.

15 Ce qui signifie que les requêtes aux fins d'insuffisance de preuve s'inscriront
16 parfaitement dans la structure du Statut.

17 Vous aurez remarqué qu'au paragraphe 54 et aux paragraphes suivants de notre
18 réplique, nous avons présenté des idées quant à l'approche qui devrait être adoptée
19 pour évaluer les éléments de preuve documentaires ou présentés lors de dépositions.

20 Je ne suis pas en train de vous demander d'évaluer les éléments de preuve pour le
21 moment — cela sera fait en fin du procès —, mais les écritures ont été présentées
22 pour aider la Chambre à être consciente des paramètres qui pourraient avoir une
23 incidence sur l'évaluation des éléments de preuve lorsqu'elle considère... si les
24 éléments de preuve présentés sont tels qu'ils pourraient justifier des condamnations
25 raisonnables.

26 Je ne vais pas revenir sur ces arguments présentés par écrit, et plutôt, j'aimerais juste,
27 en dernier lieu, vous parler du contexte de la procédure.

28 Ces requêtes aux fins d'insuffisance de preuve doivent s'imbriquer dans leur

1 contexte de procédure qui, essentiellement, consiste à protéger les droits des accusés
2 et à modeler et s'intéresser à ce type de question.

3 Je vous ai expliqué comment cela devrait fonctionner, eu égard aux régimes de
4 présentation des éléments de preuve. Contrairement aux tribunaux ad hoc, cette
5 Cour dispose de l'article 61, l'article de la procédure de confirmation des charges, ce
6 qui permet de protéger les droits des accusés en assurant qu'il ne pourra être jugé
7 que si les éléments de preuve ont permis de divulguer des raisons substantielles de
8 croire que l'accusé a commis les crimes qui lui sont reprochés. Cette procédure
9 permet également de mieux se concentrer sur les questions qui seront présentées lors
10 du procès étant donné que l'accusé est jugé sur la base des charges qui sont
11 confirmées. Comme je vous l'ai dit, l'article 61, qui est l'article de la procédure de la
12 confirmation des charges, représente une protection importante des droits des
13 accusés qui ne sont pas traduits en justice, à moins qu'il n'y ait des éléments de
14 preuve suffisants pour justifier un procès — ce qui peut expliquer en partie pourquoi
15 d'autres chambres de première instance de cette Cour n'ont pas autorisé des
16 requêtes aux fins d'insuffisance de preuve à être entendues.

17 Quoi qu'il en soit, à partir du moment où le procès a commencé, la charge de la
18 preuve revient à l'Accusation. Elle est la norme d'administration de la preuve au
19 pénal au-delà de tout doute raisonnable indiquant que l'accusé a bien commis les
20 crimes qui lui sont reprochés. Donc il y a une autre sélection des éléments de preuve
21 qui peut se produire à mi-parcours du procès pour déterminer si les arguments de
22 l'Accusation tels qu'ils ont été présentés sont tels qu'ils justifient la poursuite du
23 procès.

24 Alors, pour conclure, je vous dirais que cette Cour n'a qu'une expérience très limitée
25 de ce type de requête demandant l'abandon des charges. Dans l'affaire *Ruto-Sang*, la
26 Chambre de première instance a adopté le critère que j'ai décrit. Toutefois, une
27 majorité— et non pas l'ensemble de cette Chambre — a évalué les éléments de
28 preuve de telle façon... d'une façon telle, plutôt, qui aurait plutôt dû avoir eu lieu à la

1 fin du procès. La majorité l'a fait au vu de ces circonstances exceptionnelles dans
2 cette affaire, parce que pour plusieurs raisons, les éléments et l'argument de
3 l'Accusation étaient... s'étaient effondrés et étaient en lambeaux, ce qui n'est
4 absolument pas la situation ici. Nous avons de nombreux éléments de preuve qui ne
5 peuvent aboutir qu'à un seul résultat. Les accusés devraient présenter leur défense,
6 ce procès devrait parvenir à son terme pour déterminer le bien-fondé de leur
7 culpabilité ou de leur innocence.

8 Nous vous indiquons donc qu'il ne doit pas... il ne faut donc pas faire droit aux
9 requêtes d'abandon de charges et ce procès doit se poursuivre jusqu'à sa fin.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:52:28] Écoutez, ce ne fut
11 pas véritablement une réponse. Vous vous êtes contenté de réitérer et de résumer ce
12 qui avait déjà été présenté par écrit.

13 Le juge Henderson souhaiterait vous poser une question suite à ce que vous venez
14 de dire.

15 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : [10:52:51] Merci, Monsieur Stewart.

16 Une question brève sur l'approche adoptée par la Chambre s'agissant des éléments
17 indirects

18 M. STEWART (interprétation) : [10:52:58] *Yes*.

19 M. LE JUGE HENDERSON (interprétation) : [10:52:59] Et les déductions que l'on
20 peut dégager de cette appréciation à ce stade de la procédure, car, comme vous le
21 savez, cette affaire est fondée sur la thèse de l'Accusation, sur la présentation
22 d'éléments directs que... sur lesquels la Chambre est appelée à faire des déductions.
23 Quelle est votre position lorsqu'il s'agit... ou lorsqu'il y a possibilité de tirer
24 plusieurs... ou de parvenir à plusieurs déductions sur la base des éléments
25 présentés ?

26 M. STEWART (interprétation) : [10:53:42] Notre position est la suivante, Monsieur le
27 juge : si l'une ou l'autre de ces déductions peut militer en faveur d'une
28 condamnation, eh bien, l'affaire doit être poursuivie jusqu'à la fin, parce que vous

1 n'êtes pas censés pondérer la fiabilité et le crédibilité des éléments de preuve
2 maintenant et parvenir à la conclusion... à savoir que c'est la seule déduction
3 possible pour déterminer la condamnation ou l'acquittement des accusés.

4 Notre position est la suivante : tant que ces circonstances peuvent étayer de manière
5 raisonnable une position qui militerait en faveur d'une condamnation, alors, à notre
6 avis, l'affaire doit se poursuivre et la Chambre doit statuer sur le fond de l'affaire.

7 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:54:20] Pendant que vous
8 êtes encore debout, je veux vous relire une partie de votre écriture que j'ai trouvée,
9 ma foi, assez étrange, et je vous demanderais de vous expliquer. Vous avez dit :
10 « Comment la Chambre devrait-elle appliquer ce critère ? À ce stade de mi-parcours
11 du procès, la Chambre de première instance doit apprécier les éléments de preuve,
12 mais ne doit pas déterminer si elle-même pourrait parvenir à une condamnation de
13 l'accusé. En effet, elle devrait s'abstenir de manière scrupuleuse de faire cela afin de
14 préserver les faits et la perception d'impartialité l'appréciation de la Chambre. »

15 Est-ce que vous pensez que si la Chambre procède à l'appréciation des éléments de
16 preuve... que cela minera son impartialité ?

17 Je pense que c'est le rôle même de la Chambre de première instance que d'apprécier
18 les éléments de preuve.

19 M. STEWART (interprétation) : [10:55:24] Oui, effectivement, c'est le rôle de la
20 Chambre de première instance de procéder à cela, et à la fin du procès, vous êtes
21 appelés à le faire, c'est votre fonction, d'ailleurs. Mais la raison pour laquelle j'ai tenu
22 ces propos, c'est que nous sommes... nous faisons face à une requête d'abandon des
23 charges pour insuffisance d'éléments de...

24 À notre avis, la Chambre ne devrait pas prendre ce pas supplémentaire qui
25 consisterait à apprécier la fiabilité et le crédibilité des éléments de preuve à ce stade.

26 Permettez-moi de faire référence à l'opinion dissidente dans l'affaire *Ruto-Sang*, et je
27 crois que cette opinion résume très bien la situation.

28 Qu'advierait-il — et je ne dis pas que c'est le cas en l'espèce... mais

1 qu'advierait-il si une Chambre de première instance devait faire droit à une
2 requête d'abandon des charges parce qu'elle aurait déjà procédé à l'appréciation des
3 éléments de preuve et estimerait que, peu importe, elle ne parviendrait pas à une
4 condamnation... mais pour ce qui est de l'appréciation de la fiabilité et de la
5 crédibilité — je ne parle pas d'une évaluation théorique — et qu'il devait y avoir
6 appel et que l'affaire... ou que la Chambre d'appel renvoie le procès pour qu'il soit
7 poursuivi parce qu'elle n'était pas d'accord sur le droit ? Une des deux parties dirait
8 alors que la Chambre s'est déjà engagée dans un sens ou un autre alors qu'à ce stade
9 de la procédure, elle n'était pas censée le faire.

10 Et prenons le cas contraire : si la Chambre d'appel... la Chambre de première
11 instance rejette la requête pour insuffisance de moyens à charge et le fait d'une
12 manière qui engage l'appréciation des éléments, donc, comment est-ce que les
13 accusés se sentiraient ? Qu'est-ce qu'ils penseraient de cette affaire ?

14 C'est pour cette raison que nous avons tenu ces propos, ce n'était surtout pas pour
15 dire ou laisser entendre que la Chambre agirait de façon qui manquerait
16 d'impartialité. Non, c'est plutôt le fait, et la perception également.

17 Je vous demanderais votre indulgence un instant.

18 Lorsque j'exerçais le droit au Canada, j'ai participé à une affaire où... c'était l'affaire
19 d'une jeune femme qui était... qui était entre les mains d'un proxénète qui voulait en
20 faire une prostituée. Donc, nous avons présenté nos moyens, et la... cette femme a dû
21 témoigner à un moment donné et elle a éclaté en larmes. Et la Défense a présenté une
22 requête aux fins d'abandon des charges et le juge a admis qu'il a cru... qu'il a cru le
23 témoin lorsqu'elle a... ou cette personne lorsqu'elle a témoigné, et donc nous avons
24 dû, donc, abandonner les charges parce qu'à ce stade-là de la procédure, donc à mi-
25 parcours, la Chambre n'était pas censée, les juges n'étaient pas censés indiquer leur
26 position. C'est pour protéger l'Accusation et la Défense, mais c'est aussi pour
27 protéger la procédure judiciaire dans son ensemble, Monsieur le Président. C'est ce
28 que j'ai à dire en guise de réponse.

1 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:58:47] Et je vous poserai
2 une dernière question : vous avez dit... à deux ou trois reprises, vous avez parlé de
3 la structure de la procédure et vous avez évoqué le Statut. Dans le Statut, où est-ce
4 que vous voyez une disposition relative à une requête pour abandon des charges ?

5 M. STEWART (interprétation) : [10:59:10] Eh bien, il n'y en a pas, il n'y a pas de telle
6 disposition.

7 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:59:14] Très bien. Soit.

8 M. STEWART (interprétation) : [10:59:16] Cela n'a aucune incidence sur les
9 arguments que nous avons présentés. Nous nous sommes fondés sur des
10 juridictions... la tradition devant des juridictions nationales. Mais nous avons besoin
11 d'une structure, et cette Chambre pourra contribuer à l'édification d'une telle
12 structure pour cette affaire et pour d'autres affaires à venir.

13 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [10:59:33] Très bien, merci.

14 Nous allons faire la pause, la première pause donc, et nous reprendrons à 11 h 30, et
15 c'est M. MacDonald qui aura la parole.

16 Merci. Très bien, nous allons suspendre l'audience.

17 M^{me} L'HUISSIER : [10:59:49] Veuillez vous lever.

18 *(L'audience est suspendue à 10 h 59)*

19 *(L'audience est reprise en public à 11 h 31)*

20 M^{me} L'HUISSIER : [11:31:10] Veuillez vous lever.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:31:24] À nouveau,
22 bonjour.

23 Et je donne la parole à M. MacDonald maintenant.

24 M. MacDONALD (interprétation) : [11:31:36] Merci, Monsieur le Président.

25 Madame, Messieurs les juges, comme je l'ai indiqué en début d'audience, je vais
26 maintenant présenter notre réplique aux arguments présentés par la Défense contre
27 les cinq incidents reprochés aux accusés.

28 Avant de commencer, cependant, je voudrais indiquer à la Chambre que je vais citer

1 quelques éléments de preuve lors de ma présentation aujourd'hui et demain. Ces
2 citations sont principalement en français et elles ont été mises à la disposition des
3 interprètes. Évidemment, je ferai de mon mieux pour faire ma présentation
4 lentement afin d'aider les interprètes.

5 Madame, Messieurs les... les juges, pour chacun des cinq incidents reprochés aux
6 accusés, l'Accusation n'a pas l'intention de passer en revue la totalité de ces éléments
7 de preuve en ce qui a trait aux éléments matériels des crimes confirmés, comme cela
8 a déjà été présenté de manière détaillée dans notre mémoire qui a été présenté en
9 mars et dans notre réplique présentée le 10 septembre. Et nous faisons remarquer
10 que, depuis vendredi, notre réplique est publique, dans sa version expurgée.

11 Aux fins de ma présentation aujourd'hui, je vais faire ressortir quelques éléments de
12 preuve relatifs à chacun des incidents, puis je me focaliserai sur les arguments les
13 plus importants soulevés par MM. Gbagbo et Blé Goudé dans leurs requêtes. Sur ce
14 point, nous avons identifié les arguments qui... qu'il convient de présenter devant la
15 Chambre aujourd'hui.

16 Permettez-moi de parler du premier incident aujourd'hui, celui du
17 16 décembre 2010, c'est-à-dire la marche sur la RTI et les suites de cette marche.

18 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:33:51] Pardon. Je... Est-
19 ce qu'il vous serait possible de faire référence aux passages qui concernent cet
20 incident, si cela était possible ? Est-ce que vous pourriez nous donner une référence
21 précise pour que nous puissions vous suivre ?

22 M. MacDONALD (interprétation) : [11:34:14] Si je ne m'abuse, les cinq incidents sont
23 traités dans la partie IV de notre réplique.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:34:22] Deux cent trois.

25 M. MacDONALD (interprétation) : [11:34:27] Pour être franc, Monsieur le Président,
26 dans un premier temps, j'avais prévu... vous faire part de toutes ces références, mais
27 comme nous avons estimé que la présentation est déjà assez longue, le fait de faire
28 référence à chaque fois au paragraphe pertinent risquait... risquerait d'être trop

1 long. Cela dit, je... je fais référence à ces paragraphes qui sont contenus dans notre
2 mémoire.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:34:50] Non, non, ce n'est
4 pas nécessaire. Ici, nous voyons que c'est à partir de 203, à la page 503, plus ou
5 moins. Donc, c'est un passage assez long. Si... Je vous demanderais de bien vouloir
6 juste nous donner une... une référence approximative, si cela était possible.

7 M. MacDONALD (interprétation) : [11:35:10] Je le ferai, Monsieur le Président, et je
8 ferai référence à la table des matières qui vient de m'être remise.

9 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:35:23] J'ai pensé qu'il
10 serait utile de le faire, mais vous n'êtes pas obligé de le faire maintenant. Allez-y,
11 veuillez poursuivre. Et je vous prie de m'excuser.

12 M. MacDONALD (interprétation) : [11:35:36] Donc, je reviens à l'incident du
13 16 décembre. J'aimerais préciser que cela commence au paragraphe... paragraphe ou
14 page... oui, paragraphe 214. Non, pardon, cela commence à la page 214 — page 214.

15 Nous aimerions attirer votre attention sur le fait que les éléments de preuve
16 démontrent que, dès le 12 décembre 2010, M. Gbagbo et les... le haut
17 commandement des FDS étaient informés de la manifestation prévue du RHDP.

18 Le 14 décembre 2010, M. Blé Goudé a tenu une réunion des leaders de jeunes à
19 l'hôtel de ville de Cocody à laquelle ont assisté les jeunes de... des leaders de la
20 branche jeunesse du FPI, Konaté Navigué, le leader de la FESCI Augustin Mian, le
21 leader du GPP Zéguen Touré, et Youssouf Fofana, ainsi que d'autres. Le but de cette
22 réunion était de protéger la RTI des manifestants qui allaient participer à la marche
23 prévue au 16 décembre. Les éléments de preuve démontrent par ailleurs que les
24 Jeunes patriotes et des membres de la FESCI ont répondu à cet appel et ont soutenu
25 la FDS pour réprimer de manière violente la marche... la marche du 16 décembre sur
26 la RTI.

27 La veille de cette marche, c'est-à-dire le 15 décembre, M. Gbagbo a lui-même donné
28 des instructions.

1 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:37:40] Je pense que vous
2 avez un problème technique. Quel est le problème ?

3 M^e ALTIT : [11:37:49] Absolument, Monsieur le Président. Merci.

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:37:49] Pardon. Ça a été
5 réglé. Je vous prie de nous excuser pour cette interruption.
6 Veuillez poursuivre, Monsieur MacDonald.

7 M^e ALTIT : [11:38:03] Pardon, Monsieur le Président, et pardon, confrère.
8 Juste, Monsieur le Président, pour l'enregistrement, apparemment, il manque un
9 bout des transcrits français.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:38:13] Nous réglerons
11 cela plus tard.
12 Monsieur MacDonald, veuillez poursuivre.

13 M. MacDONALD (interprétation) : [11:38:24] Merci, Monsieur le Président.
14 Donc, je disais : la veille de la marche, c'est-à-dire le 15 décembre, M. Gbagbo avait
15 lui-même donné des instructions aux généraux des FDS lors d'une réunion. Et je cite,
16 il a dit : (*intervention en français*) « La marche ne doit pas avoir lieu », qu'elle était
17 interdite. (*Interprétation*) Cet ordre a été répercuté par les généraux et exécuté par les
18 FDS. Les FDS ont bénéficié des renforts des jeunes pro-Gbagbo, des milices et des
19 mercenaires, et ont réprimé de manière violente cette marche en utilisant des
20 *balles réelles, des grenades à fragmentation et d'autres armes. Les forces pro-
21 Gbagbo ont ainsi tué 24 civils non... identifiés et nombre d'autres civils non-
22 identifiés, ont violé au moins 11 femmes et fillettes, et grièvement blessé 52 civils
23 identifiés ainsi que nombre d'autres civils non-identifiés. Donc, je répète : 52 civils
24 identifiés et d'autres non-identifiés.

25 Je vais parler maintenant brièvement, ou précisément, des civils non-identifiés. Ces
26 civils n'ont pas pu être identifiés de manière formelle, vu le contexte dans lequel ont
27 eu lieu les crimes. Cela étant, en dépit du fait que ces civils ne peuvent pas être
28 formellement identifiés, les éléments de preuve démontrent que ces civils ont été soit

1 grièvement blessés ou tués lors de l'incident du 16 décembre. Ces victimes devraient
2 donc être prises en considération par la Chambre.

3 À titre d'exemple, le témoignage du P-0547 démontre la manière dont les FDS ont
4 ouvert le feu sur les manifestants, et nombre de ces manifestants sont tombés par
5 terre. Leurs corps ont ensuite été collectés et jetés dans un camion cargo des FDS. Les
6 corps des manifestants morts ont été ensuite emmenés dans des morgues. Certains
7 de ces corps n'ont jamais été identifiés. Telle était la réalité qui prévalait à Abidjan à
8 l'époque. Et je cite la Chambre d'appel dans l'affaire *Orić* devant le TPIY, pour parler
9 de la nature des affaires dont la CPI a à connaître et sur laquelle elle diligente des
10 enquêtes : « La Chambre de première instance est convaincue qu'il ne serait pas dans
11 l'intérêt de la justice d'appliquer les règles rigides d'administration de la preuve en
12 matière de chaîne de conservation dans les affaires se rapportant à un conflit armé,
13 et qu'une telle pratique pourrait même rendre totalement impossible
14 l'administration de la preuve dans certaines affaires. La nature des conflits armés est
15 telle qu'il est souvent impossible d'enquêter sur une infraction commise lors d'un
16 conflit de cette nature, comme on le fait pour des crimes ordinaires commis en temps
17 de paix ou devant des juridictions nationales. Outre la difficulté de recueillir des
18 preuves et de maintenir une chaîne de conservation durant un conflit armé, les
19 témoins sont souvent inconnus ou introuvables, et les éléments de preuve matériels
20 sont parfois détruits ou endommagés, alors que les lieux du crime sont parfois
21 inaccessibles. »

22 Permettez-moi de parler maintenant des événements. De l'avis de l'Accusation, les
23 FDS ont utilisé le 16 décembre des munitions et des grenades « de » fragmentation
24 contre des manifestants ; l'implication des GPP, des Jeunes patriotes et des membres
25 de la FESCI dans la répression de cette marche, ainsi que le nombre considérable de
26 victimes, démontre que les instructions de M. Gbagbo à l'intention des généraux ont
27 bel et bien été comprises, et ont été comprises comme étant un appel afin de
28 réprimer la marche par tous les moyens, y compris la violence.

1 Lorsque j'aborderai les éléments contextuels des crimes contre l'humanité, je
2 démontrerai que l'utilisation de munitions, de grenades « de » fragmentation et
3 d'autres armes par les forces pro-Gbagbo constitue ou « s'inscrivent » dans un... une
4 ligne de conduite systématique qui prouve l'existence de cette ligne de conduite
5 systématique.

6 Permettez-moi maintenant d'aborder les arguments présentés par la Défense.

7 Je vais répondre à six des principaux arguments présentés par la Défense en ce qui
8 concerne l'incident du 16 décembre : premièrement, le but du blocus sur le Golf
9 Hotel ; deuxièmement, le manque de notification formelle par les autorités qu'une
10 marche allait avoir lieu ; troisièmement, la présence d'individus armés lors de la
11 marche ; quatrièmement, la fiabilité des rapports de police contemporains ;
12 cinquièmement, la présence de milices... de membres de la milice GPP lors de la
13 marche ; et sixièmement, et c'est le dernier point, la présence de Jeunes patriotes et
14 de membres de la FESCI lors de la marche.

15 Premier argument avancé par la Défense : la question du blocus au Golf Hotel.

16 En annexe 3, paragraphes 18 à 27 de sa requête, la Défense de M. Gbagbo conteste le
17 fait qu'il y ait eu un blocus au Golf Hotel. M. Gbagbo conteste également la
18 prétention de l'Accusation selon laquelle ce blocus avait été mis sur place pour
19 limiter et surveiller les mouvements de l'opposition et d'autres groupes. M. Gbagbo
20 ajoute que les points de contrôle ont été érigés par les FDS avec la supervision
21 technique de l'UNOCI, en tant que mesure de sécurité, et ce afin de surveiller les
22 soldats rebelles et de notifier les autorités pour éviter des frictions possibles avec la
23 population.

24 Voici notre réponse : Madame, Messieurs les juges, le ministre des Affaires
25 étrangères de M. Gbagbo, M. Alcide Djédjé, a confirmé lui-même, au début
26 janvier 2011, que le blocus des FDS était autour du Golf Hotel et qu'il ne lèverait ce
27 blocus que sous certaines conditions.

28 Deuxièmement, que l'UNOCI ait pu collaborer avec les FDS s'agissant de

1 l'emplacement des points de contrôle ne nous distrait pas du fait que c'est
2 M. Gbagbo lui-même, qui était Président et commandant en chef des forces armées,
3 qui avait donné l'ordre d'ériger ce blocus autour du Golf Hotel. Cet ordre, ces
4 instructions ont été traduites par le témoin P-0009 comme étant un ordre
5 opérationnel militaire et ont été exécutés par les forces armées. Une correspondance
6 du CEMA en date du 11 décembre 2010, et je fais référence au document CIV-OTP-
7 0071-0152 de l'Accusation... donc, cette correspondance indique clairement où se
8 situeraient... seraient situés les points de contrôle et, plus important encore, qui
9 aurait accès au Golf Hotel. Et tout cela a permis aux FDS de surveiller, de limiter les
10 mouvements de l'opposition au Golf Hotel. En fait, à mesure que progressait la crise,
11 ceux qui quittaient l'hôtel ou tentaient de quitter l'hôtel faisaient l'objet d'un examen
12 minutieux et, parfois, faisaient l'objet d'attaques. À titre d'exemple, un convoi de
13 l'UNOCI a été arrêté et fouillé par les FDS en janvier 2011. En mars 2011, le colonel
14 Adama Dosso, des FDS, a été tué par des... les forces pro-Gbagbo au moment où il
15 quittait le Golf Hotel.

16 Le deuxième argument présenté par la Défense est celui-ci et il concerne le manque
17 de notification formelle relative à la marche du 16 décembre sur la RTI. En annexe 3,
18 paragraphes 26 à 41 de sa requête, M. Gbagbo fait valoir que le haut commandement
19 des FDS et lui n'avaient jamais été formellement informés de ce qu'il y aurait une
20 marche sur la RTI le 16 décembre 2010. M. Gbagbo prétend également que c'étaient
21 ceux qui étaient responsables d'assurer la sécurité à la marche qui ont demandé à ce
22 qu'elle soit annulée, vu les risques pour la population. Autrement dit, M. Gbagbo
23 n'avait rien à voir avec cela.

24 Voici notre réponse : que M. Gbagbo et les hauts commandants des FDS aient été
25 informés formellement de la marche, par exemple au moyen d'une demande de
26 permis, est une distraction. En effet, la question, la vraie question est de savoir s'ils
27 ont été informés de cela ou pas. Les éléments de preuve qui font partie du dossier de
28 cette affaire démontrent que M. Gbagbo et le haut commandement des FDS savaient

1 que la marche aurait lieu avant le 16 décembre. Et d'ailleurs, ils ont pris toutes les
2 mesures nécessaires pour la réprimer.

3 Un fax envoyé par le préfet de police d'Abidjan en date du 12 décembre 2010,
4 intitulé — je cite — « PO à tenir à l'occasion de la manifestation du RHDP en vue
5 d'aller installer le Premier ministre Soro Guillaume », (*interprétation*) et je fais
6 référence au document CIV-OTP-0045-0748... donc, ce fax indique les différents
7 emplacements des forces et de leur mission générale. Mais il y a mieux : le
8 15 décembre 2010, le porte-parole des FDS, Hilaire Babri, a lu un communiqué sur la
9 RTI dénonçant la marche prévue et avertissant les sympathisants Ouattara que le fait
10 de prendre part à cette marche aurait pour effet de déstabiliser l'ordre public et
11 menacerait... et a menacé d'intervenir par la force — et je le cite : (*intervention en*
12 *français*) « Il faut le dire clairement : ces marches à relents d'actions de force, donc de
13 troubles graves à l'ordre public, n'ont pour unique finalité que d'opposer
14 d'innocentes populations aux forces régulières de maintien de l'ordre public et
15 espérer obliger les Forces de défense et de sécurité à un affrontement avec des
16 Ivoiriens. Les Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire dénoncent fermement
17 de telles attitudes. Elles désapprouvent ainsi les manœuvres souterraines aux
18 desseins inavoués de personnes censées aider la Côte d'Ivoire auprès de laquelle
19 elles... elles exercent à aller à la paix. En tout état de cause, le général de corps
20 d'armée Philippe Mangou, chef d'état-major des armées, et l'ensemble des Forces de
21 défense et de sécurité de Côte d'Ivoire, tiennent M. Choi pour responsable des
22 conséquences imprévisibles qui pourraient résulter de ces actions projetées. »

23 (*Interprétation*) Ce qui ressort de façon intéressante de ce communiqué, c'est qu'il
24 nous éclaire également sur l'état d'esprit des autorités.

25 Enfin, comme je l'ai indiqué d'emblée, M. Gbagbo lui-même a donné des
26 instructions aux généraux le 15 décembre, à savoir que la marche était interdite. Et
27 en effet, ces instructions ont été suivies, car comme le démontrent les éléments de
28 preuve, les FDS ont réprimé de manière violente cette marche.

1 Je vais à présent parler de la présence présumée d'individus armés lors de la marche
2 sur la RTI. C'est le troisième argument présenté par la Défense auquel nous
3 présentons une réplique aujourd'hui.

4 En annexe 3, paragraphes 179 à 187 de sa requête, M. Gbagbo prétend que la marche
5 du 16 décembre avait été préparée soigneusement par les rebelles dans le contexte
6 d'une attaque militaire, que des individus armés étaient présents lors de la marche et
7 qu'ils ont tiré sur les FDS. M. Gbagbo se fonde sur des parties spécifiques du
8 témoignage des témoins P-0010 et P-0046 ainsi que sur les séquences d'une vidéo
9 portant la référence CIV-OTP-0083-1394 pour étayer cette allégation.

10 Notre réponse, Monsieur le Président : d'abord et avant tout, depuis la procédure de
11 confirmation des charges, l'Accusation n'a de cesse d'admettre qu'il y a eu des
12 victimes parmi les FDS le 16 décembre 2010. Je vous renvoie à notre document de
13 notification des charges amendé, écriture n° 592, annexe 1, et plus précisément,
14 paragraphe 117.

15 Toutefois, ces victimes au sein des FDS n'ont rien à voir avec le contexte de la
16 marche qui était à Cocody, autour de la RTI et dans les alentours de la RTI. En fait,
17 les témoignages qui figurent au dossier de l'affaire, corroborés par des rapports
18 indépendants de la police et des FDS, montrent que les victimes parmi les FDS ont
19 eu lieu principalement au carrefour Marie-Thérèse lors d'une brève confrontation
20 entre les soldats rebelles basés au Golf Hotel, et à Abobo près du carrefour PK 18.
21 Nous avons préparé une carte où sont indiqués les lieux où les incidents se sont
22 produits ainsi que les distances respectives par rapport à la RTI et à Cocody.

23 Et je voudrais que soit affichée cette carte à l'écran, et je demanderais à M^{me} la
24 greffière de bien vouloir la diffuser. Elle est publique.

25 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [11:55:45] Pour visionner ce document,
26 veuillez appuyer sur le bouton « Evidence 2 ».

27 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [11:55:54] Est-ce que cela
28 apparaît à l'écran, au grand écran ?

1 (Le greffier d'audience s'exécute)

2 Oui, très bien. Merci.

3 M. MacDONALD (interprétation) : [11:56:01] Monsieur le Président, comme vous
4 pouvez le voir, vous avez ici indiquées les distances entre le carrefour Marie-Thérèse
5 et la RTI, et la distance entre le PK 18 et les autres lieux.

6 Donc, ces deux lieux ont été la scène de confrontations et il y a eu, en effet, des... des
7 morts au sein des FDS. Mais, la marche, elle a eu lieu autour de la RTI et près de la
8 RTI, à Cocody, dans les quartiers avoisinants. Ce fut une autre histoire.

9 Madame, Messieurs les juges, l'on ne devrait pas faire l'amalgame entre ces
10 incidents et les crimes qui ont été commis par les forces pro-Gbagbo à l'encontre de
11 manifestants lors de la marche. L'Accusation a traité la question de l'implication du
12 Commando invisible et d'autres groupes armés opposants à Abobo lors de la crise
13 postélectorale, et ce, de manière détaillée dans sa réplique, et plus précisément
14 paragraphe 359 à... au paragraphe 385.

15 Les éléments de preuve démontrent que la marche qui a eu lieu à Cocody et aux
16 alentours de Cocody n'était pas une attaque militaire concoctée par les rebelles.
17 L'Accusation considère que « le » témoignage du témoin P-0010 et P-0046 cités par
18 M. Gbagbo n'étaient pas la prétention selon laquelle les individus armés étaient
19 présents lors de la marche et qu'ils ont ouvert le feu sur les FDS. En effet, le témoin
20 P-0010 a parlé des morts au sein des FDC (*sic*) causés par un RPG-7, et nous faisons
21 valoir que cela fait référence à un incident qui a eu lieu le 17 décembre 2010,
22 lorsqu'un 4x4 transportant huit membres des CRS a été attaqué sur l'axe principal,
23 au château d'eau, près de Filtisac, avec des armes lourdes, ce qui a causé la mort de
24 deux officiers CRS et endommagé gravement le 4x4 — le lendemain, pas le 16, mais
25 le lendemain.

26 En ce qui concerne le P-0046, ce témoin a fait référence au fait que des agents de la
27 police ont été tués le jour de la marche, c'est-à-dire le 16 décembre. En effet, un
28 document de la DGPN portant la référence CIV-OTP-0045-0973 fait état de la mort

1 d'agents de police. Toutefois, comme cela est indiqué dans le rapport, les
2 événements ont eu lieu à Abobo, bien loin du contexte où a eu lieu la marche.

3 De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre réplique, et contrairement à la
4 prétention de M. Gbagbo, la séquence vidéo à laquelle j'ai fait référence
5 précédemment ne montre pas des manifestants disposant d'armes à feu. Ils ne
6 portent pas d'armes à feu. En revanche, ce que cette séquence vidéo corrobore, c'est
7 le témoignage qui figure au dossier de l'affaire et qui montre que les manifestants
8 ont été grièvement blessés par les forces pro-Gbagbo pendant la marche.

9 Et je fais référence à notre réplique en son paragraphe 576.

10 Le témoignage versé au dossier de l'affaire... les témoignages des P-0106, P-0172, P-
11 0588, P-0350, P-0547 et P587, tous corroborés par des portions ou des passages fiables
12 de rapports de police démontrent bien que les manifestants se trouvaient dans
13 différents endroits et qu'ils n'étaient pas armés.

14 L'Accusation met en exergue la déposition du témoin P-0106, à savoir que les
15 manifestants ont été fouillés pour s'assurer qu'ils n'étaient pas armés, par des
16 hommes plus âgés et responsables, avant même de se rendre à la manifestation. Le
17 témoin P-0117 a indiqué que les manifestants se déplaçaient en levant les mains en
18 l'air pour montrer à la police qu'ils n'étaient pas armés et qu'ils étaient des simples
19 manifestants civils. Le témoin informé n° 0435 a déclaré qu'aucun des manifestants
20 qui ont été interceptés par les GPP le jour de la marche était armé.

21 Enfin, la Chambre se rappellera que les éléments de preuve démontrent clairement
22 qu'il y avait des manifestants civils non armés attaqués par des FDS et qu'ils n'ont
23 pas été en mesure de se défendre lors de la marche. À cet égard, l'Accusation
24 rappelle avec insistance la déposition du témoin P-0230 qui a parlé de la manière
25 dont les FDS ont encerclé les manifestants civils rue Lepic à Cocody, et cette rue,
26 c'est là où se trouvait le siège du RDR. Et ils ont tiré sur les manifestants qui
27 tentaient désespérément de fuir, ce qui a causé de nombreuses victimes. Les
28 témoins 0547, 0107, 0589, 0117 ont tous décrit des scènes similaires où les FDS

1 avaient tiré sur des civils manifestant et qui n'étaient pas armés lors de la marche du
2 16 décembre. Et tout cela est précisé dans notre réplique.

3 En outre, des rapports de la police de l'époque ne font pas mention de manifestants
4 armés lors de la marche. En effet, selon un rapport... il y a un rapport de police qui
5 fait état d'autre chose, et l'Accusation a expliqué de façon détaillée pourquoi ce... la
6 Chambre ne devrait pas se fonder sur ce rapport. Et je fais référence au
7 paragraphe 571 de notre réplique.

8 D'abord, le rapport a été transmis le 20 décembre, c'est-à-dire quatre jours après les
9 événements, par Claude Yoro, qui était impliqué tant en tant que chef du poste de
10 commandement opérationnel PC Minos lors de l'incident du 16 décembre, et en tant
11 que directeur des unités d'intervention de la police qui comprennent... ou qui
12 comprenaient CRS1 et la BAE, qui ont toutes les deux collaboré avec les milices lors
13 de la violence postélectorale.

14 L'Accusation rappelle que les CRS ont tiré... ont utilisé de vives... des munitions
15 vives sur des civils non armés lors de la manifestation et que plusieurs civils avaient
16 été tués lors de cet affrontement. Les CRS ont également été impliqués dans le raid
17 sur les quatre mosquées les 17 et 18 décembre 2010 et ont ainsi tué un civil et blessé
18 de nombreux autres civils.

19 Je vais maintenant parler de l'argument relatif à la fiabilité des rapports de police de
20 l'époque.

21 En annexe 3, paragraphe 77 à 78 de sa requête, M. Gbagbo prétend que les rapports
22 de police cités par l'Accusation démontrent que la police s'est comportée de manière
23 professionnelle et neutre. M. Gbagbo ajoute que le simple fait que la police ait rédigé
24 ces rapports et qu'elle ait diligenté ces enquêtes milite contre la thèse de
25 l'Accusation.

26 Voici notre réponse. Le fait que la police a rédigé des rapports à l'époque des
27 événements n'a aucune incidence sur le fait que des crimes ont été commis lors de la
28 crise postélectorale. Cela ne peut absolument pas être considéré comme un élément à

1 décharge, comme M. Gbagbo laisse entendre.

2 De l'avis de l'Accusation, bien que l'Accusation se fonde sur certains rapports de
3 police pour étayer sa thèse, cela ne signifie pas que la totalité de la teneur de ces
4 rapports est fiable ou que tous les rapports de police sont forcément fiables. À cet
5 égard, je fais référence à l'évaluation qui est faite dans la partie II.B de notre
6 mémoire.

7 Comme c'est le cas s'agissant des éléments de preuve figurant au dossier, la
8 Chambre a le pouvoir discrétionnaire de se fonder sur certains passages qu'elle juge
9 fiables, contenus dans les rapports de police, et faire fi de ceux qu'elle estime non
10 fiables.

11 À cet égard, de l'avis de l'Accusation, contrairement aux rapports routiniers, les
12 informations à décharge concernant les actions de la police devraient être examinées
13 avec beaucoup de prudence et de circonspection par la Chambre car, en fait, nous
14 n'avons rien fait de mal et c'est très facile d'écrire quelque chose dans un rapport
15 pour se disculper, pour... et... les allégations contenues dans les rapports de police
16 selon lesquelles des manifestants se seraient rendus à la RTI le 16 décembre 2010 ont
17 été dispersés en utilisant des moyens conventionnels de maintien de l'ordre. Et cet
18 argument devrait être rejeté du revers de la main parce qu'il est contredit par
19 d'autres éléments fiables qui figurent au dossier de l'affaire.

20 Les éléments de preuve démontrent de manière claire que les manifestants ont été
21 dispersés, car la police a utilisé des munitions vives et des grenades à fragmentation.

22 Pour ce qui est de l'ouverture d'une information, comme cela est allégué par
23 M. Gbagbo, comme il en est fait état dans certains rapports de police rédigés à
24 l'époque, l'Accusation fait valoir que cela ne signifie pas que des enquêtes aux fins
25 de procédure criminelle ont effectivement été diligentées, comme M. Gbagbo le
26 laisse entendre. En fait, les éléments de preuve révèlent que les incidents relatifs à
27 des actes répréhensibles de la part des FDS contre les sympathisants pro-Ouattara
28 lors de la crise postélectorale n'ont pas fait l'objet de suivi parce qu'il n'y a pas eu de

1 véritables enquêtes. Les autorités ont simplement fait fit de cela, ou alors, il y a eu
2 dissimulation au moyen de démentis, même dans des cas très graves impliquant des
3 meurtres. Personne n'a jamais été sanctionné.

4 Je reviendrai sur ce point de manière détaillée lorsque j'aborderai la question des
5 modes de responsabilité, notamment au titre de l'article 28. Comme nous l'avons
6 indiqué précédemment, les autorités ivoiriennes ont... ou, comme nous l'avons
7 indiqué précédemment, donc, nous allons parler de la manière dont les autorités
8 ivoiriennes ont traité de l'incident de Wassakara, lors duquel quatre militants RDR
9 ont été tués et sept autres blessés par les gendarmes au quartier général le
10 1^{er} décembre. Le fait qu'une information ait été ouverte et que le témoin P-0440 ait
11 communiqué directement avec le procureur de la République, qui était en charge de
12 diligenter des enquêtes de ce type... sur ce type d'incidents, et le fait qu'il lui ait
13 envoyé un rapport sur cet incident, eh bien, tout cela n'a pas donné lieu à une
14 quelconque enquête sur cet incident ni à une quelconque procédure judiciaire ou
15 criminelle.

16 Il est important de rappeler que, en suivant le même schéma, les autorités
17 ivoiriennes n'ont pas pris de mesure réelles pour diligenter une enquête ou pour
18 sanctionner qui que ce soit pour l'incident du 16 décembre, ni au sein des forces pro-
19 Gbagbo, ni au sein des FDS, pas plus qu'ils n'ont pris des mesures concernant
20 l'incident des 3 et 17 mars 2011.

21 J'aborde maintenant la question de la présence de GPP lors de la marche. Et c'est le
22 cinquième argument avancé par la Défense.

23 En annexe 3, paragraphes 68 à 73 de sa requête, M. Gbagbo prétend que le témoin P-
24 0435 n'est pas un témoin crédible et que la Chambre ne devrait pas le croire lorsqu'il
25 prétend que l'ancien ministre de l'intérieur, Désiré Tagro, avait donné des
26 instructions aux membres des milices GPP afin de soutenir les FDS.

27 Monsieur Gbagbo ajoute que le GPP n'était pas une milice puissante, organisée et
28 structurée, mais plutôt un gang de délinquants. Enfin, M. Gbagbo affirme qu'il n'y

1 avait aucune collaboration entre la police et le GPP.

2 En fait, Monsieur Gbagbo, comme M. Blé Goudé, essaie de contester ou tente de
3 contester la crédibilité du témoin P-0435 sur un certain nombre de points.
4 Contrairement à ce qui est affirmé par la Défense, le témoin P-0435 est, en fait, un
5 témoin informé, fiable, dont les propos ont été corroborés par des éléments de
6 preuve « testimoniaux » fiables ainsi que par des éléments de preuve documentaires
7 indépendants. J'en parlerai plus avant lorsque j'aborderai le mode de responsabilité
8 des accusés.

9 Nous avons encore à l'esprit les propos de M. Stewart concernant l'appréciation de
10 la crédibilité et de la fiabilité. Cependant, nous faisons une exception. Avec votre
11 permission, j'aimerais que nous passions à huis clos partiel très brièvement pour
12 parler du témoin P-0435, pour parler d'un aspect de son témoignage qui a été abordé
13 en huis clos partiel.

14 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [12:12:33] Très bien. Huis
15 clos partiel, s'il vous plaît.

16 *(Passage en audience à huis clos partiel à 12 h 12)*

17 (Expurgé)

18 (Expurgé)

19 (Expurgé)

20 (Expurgé)

21 (Expurgé)

22 (Expurgé)

23 (Expurgé)

24 (Expurgé)

25 (Expurgé)

26 (Expurgé)

27 (Expurgé)

28 (Expurgé)

1 (Expurgé)

2 (Expurgé)

3 (Expurgé)

4 (Expurgé)

5 (Expurgé)

6 (Expurgé)

7 (Expurgé)

8 (Expurgé)

9 (Expurgé)

10 (Expurgé)

11 (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé)

14 (Expurgé)

15 (Expurgé)

16 (Expurgé)

17 *(Passage en audience publique à 12 h 14)*

18 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [12:14:46] À nouveau, nous sommes en
19 audience publique, Monsieur le Président.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [12:14:57] Merci.

21 Monsieur MacDonald, veuillez poursuivre.

22 M. MacDONALD (interprétation) : [12:15:01] Je vais maintenant m'intéresser à autre
23 chose qui a été contesté, à savoir la présence des Jeunes Patriotes et des membres de
24 la FESCI pendant la marche.

25 À l'annexe 3, paragraphe 74 de sa requête M. Gbagbo fait valoir que l'Accusation
26 semble suggérer que M. Blé Goudé avait joué un rôle dans la répression de la marche
27 du 16 décembre et que l'Accusation fait un amalgame entre les jeunes, les milices et
28 les mercenaires et, en conséquence, n'est pas en mesure d'établir de lien entre le plan

1 commun et les membres de l'entourage immédiat.

2 Madame, Messieurs les juges, ce qu'a avancé, ce qu'a fait valoir l'Accusation à
3 l'encontre de M. Blé Goudé est très, très clair. Comme je l'ai indiqué au tout début de
4 mon intervention, deux jours avant la marche, M. Blé Goudé a convoqué et tenu une
5 réunion des dirigeants de la jeunesse à l'hôtel de ville de Cocody et, une fois de plus,
6 il s'agissait de protéger la RTI des manifestants de la marche.

7 Le témoin... le témoin 0625 a témoigné que les Jeunes Patriotes savaient parfaitement
8 ce qu'ils devaient faire lorsqu'ils ont érigé les barrages routiers. La FESCI et les
9 Jeunes Patriotes, et leurs membres, ont suivi l'appel lancé par M. Blé Goudé, comme
10 le montre les éléments de preuve. Et il est indiqué qu'ils ont été aidés par les FDS
11 lors de la répression violente de la marche du 16 mars.

12 Alors, nous nous souvenons comment le témoin 0107, qui a lui-même été blessé par
13 une balle tirée par les membres de la FESCI à la résidence universitaire à Cocody...

14 Le témoin 0106 a également vu les personnes qui faisaient partie de cette marche, vu
15 comment ils ont été attaqués par les membres de la FSCI, qui collaboraient avec la
16 BMO et le CECOS le jour de la marche.

17 En conclusion et au sujet de cet incident, les éléments de preuve démontrent très,
18 très clairement que les FDS, les Jeunes Patriotes, les milices et les mercenaires, ce que
19 nous appelons les forces pro-Gbagbo, ont réprimé de façon extrêmement violente la
20 marche du 16 décembre en utilisant des grenades à fragmentation et des munitions,
21 et que... et que, en fait, ils ont tué des civils non armés.

22 Je reviendrai dans un petit moment sur les modes de responsabilité, mais nous
23 avons établi nos... et présenté nos arguments *prima facie* dans notre réplique, mais
24 pour le moment, l'Accusation avance qu'il y a plus que suffisamment d'éléments de
25 preuve qui démontrent que les forces pro-Gbagbo ont commis les crimes tels
26 qu'allégués par l'événement du 16 décembre.

27 Alors, nous allons maintenant nous intéresser au deuxième événement, les
28 événements du 25 au 28 février 2011. Et j'aimerais, en fait, Madame, Messieurs les

1 juges, attirer votre attention sur la page 305, partie IV.D, page... à partir de la
2 page 305, donc, et nous avons également apporté notre réponse aux arguments
3 présentés par la Défense, et cette réponse commence à la page 326.

4 Les éléments de preuve démontrent que le matin du 25 février 2011, M. Blé Goudé a
5 tenu une réunion au bar Le Baron de Yopougon. Lors de cette réunion, il a enjoint la
6 jeunesse pro-Gbagbo, qui était rassemblée là — et je cite : « à vérifier les allées et
7 venues dans leur quartier et à faire un rapport si un étranger essaye de pénétrer dans
8 ledit quartier. » Fin de la citation. Alors, il s'agissait là du mot d'ordre que M. Blé
9 Goudé avait lancé aux milices ainsi qu'à la jeunesse, la veille, et ce, à la RTI, à la
10 télévision nationale. Alors, il y a eu des actes de violence qui sont survenus à
11 Yopougon les jours suivants. Et les forces pro-Gbagbo ont tué au moins 19 civils et
12 blessé au moins 13 civils. Les éléments de preuve de l'Accusation eu égard aux
13 crimes commis durant cet événement peuvent se trouver aux
14 paragraphes 621 à 623 de sa réponse.

15 J'aimerais maintenant vous présenter les arguments de la Défense et je vais
16 m'intéresser à trois des arguments principaux de la Défense relatifs à l'événement
17 du 25 février.

18 Premièrement, la Défense fait valoir qu'il y avait des affrontements en cours entre les
19 jeunes de Yao Séhi et les jeunes de Doukouré, Yao Séhi étant un quartier pro-
20 Gbagbo.

21 Deuxièmement, la Défense fait valoir que la police n'a joué absolument aucun rôle
22 lors des événements du 25 février.

23 Troisièmement, la Défense soulève un certain nombre de questions factuelles telles
24 que l'identification des attaquants et au sujet également des actes commis par les
25 résidents de Doukouré. Et je m'intéresserai à cette idée.

26 Alors, premièrement, ce qui est contesté au sujet des affrontements en cours entre les
27 jeunes de Yao Séhi et les jeunes de Doukouré. À l'annexe 3, paragraphes 547 et 548,
28 M. Gbagbo met en exergue le contexte de ces affrontements qui avaient lieu entre les

1 jeunes de Yao Séhi et les jeunes de Doukouré et il indique ce qui a été affirmé par
2 certains témoins, à savoir que le camp Doukouré, ou le camp pro-Ouattara, était le
3 plus fort des deux camps durant cet affrontement du 25 février. M. Gbagbo fait
4 également référence à des cas de petite délinquance, tels que des vols de téléphone,
5 et tire la conclusion suivant laquelle beaucoup de ces jeunes étaient des personnes
6 tout à fait marginalisées ou des délinquants qui essayaient... qui voulaient en
7 découdre.

8 Aux paragraphes 19 et 587 de sa requête, M. Blé Goudé fait également valoir que cet
9 événement a été le résultat d'une escalade des tensions entre les deux quartiers qui
10 datait d'avant son discours et que l'intervention de la police était nécessaire parce
11 que le camp Doukouré était en train de vaincre le camp Yao Séhi. Et en faisant valoir
12 que cet événement est le résultat de cette escalade des tensions, M. Blé Goudé
13 affirme que cet événement ne peut absolument pas être lié à une politique visant à
14 cibler les civils pro-Ouattara, ou perçus comme étant des civils pro-Ouattara.

15 Voilà quelle est notre réponse : M. Gbagbo et M. Blé Goudé n'ont absolument pas
16 démontré comment des questions de petite criminalité ainsi que le fait que le camp
17 Doukouré semblait relativement plus fort, lors de cet affrontement où les gens se
18 sont lancés des pierres, « a » une pertinence quelconque par rapport à la commission
19 des crimes de meurtres et d'actes inhumains commis par la police, les jeunes pro-
20 Gbagbo et les milices contre les résidents de Doukouré. En fait, l'action de la police
21 qui a tiré des balles et des grenades sur les résidents de Doukouré transcende toute
22 réponse visant une mise en œuvre... un rétablissement de l'ordre public légitime.

23 Pour ce qui est des actions des jeunes pro-Gbagbo et des milices pro-Gbagbo qui ont
24 attaqué la mosquée Lem et qui ont brûlé des sympathisants perçus comme étant des
25 sympathisants de Ouattara aux barrages routiers au cours des jours à venir, il n'y a
26 absolument rien, parmi les éléments de preuve, qui permette d'indiquer que cela fut
27 motivé par des actes de petite criminalité ou de jets de pierres. Cela va à l'encontre
28 du bon sens. Le contexte de cette tension entre les deux quartiers de Yao Séhi et

1 Doukouré ne met... ne bat pas du tout en brèche le lien entre l'événement et l'attaque
2 généralisée et systématique. Et cela, d'ailleurs, n'exclut pas la responsabilité de
3 M. Blé Goudé pour ce qui est des événements qui se sont produits juste après son
4 discours incendiaire qu'il a prononcé au bar Le Baron, et d'ailleurs, le contexte de
5 cette tension entre ces deux quartiers ainsi que l'atmosphère qui régnait pendant
6 cette crise postélectorale signifie que M. Blé Goudé était parfaitement conscient du
7 fait que ses propos incendiaires, par lesquels il stigmatisait les étrangers,
8 aboutiraient à des actes de violence contre la population de Doukouré et au-delà de
9 Doukouré. L'Accusation rappelle ici les actes de M. Blé Goudé en 2006 et, et cela a
10 encore plus d'importance, les propos qu'il a tenus lors de l'interview pour le
11 documentaire *Shadow work* où, manifestement, il est parfaitement conscient du
12 pouvoir qu'il exerçait sur les jeunes. Il a dit : « Maintenant, ils sont calmes, mais
13 lorsque je le leur demande, ils passent à l'acte. » La Défense conteste également le
14 rôle de la police pendant les événements. À l'annexe 3, paragraphe 706 de sa requête,
15 M. Gbagbo affirme que la police n'était pas très « nombreuse » et que de ce fait, ils
16 n'ont pas joué de rôle offensif lors des événements du 25 février 2011. M. Gbagbo
17 affirme de surcroît qu'ils n'ont pris le parti de personne entre les deux quartiers de
18 jeunes et qu'ils ont essayé de calmer la situation.

19 Au paragraphe 589 de sa requête, M. Blé Goudé essaye de jeter le doute sur les actes
20 de la police en mettant en exergue la déposition du témoin P-0109, à savoir : il n'y
21 avait pas... il n'y a pas eu d'intervention de la part des officiers du poste de police du
22 16^e district... ou arrondissement.

23 Quelle est notre réponse, Madame, Messieurs les juges ? Les arguments présentés
24 par la Défense à ce sujet font fi de tous les éléments de preuve fiables relatifs à la
25 participation de la police lors de la commission des crimes, tel que cela est expliqué
26 dans le mémoire de l'Accusation au paragraphe 553 sur lequel l'Accusation continue
27 de s'appuyer.

28 Eu égard à la déposition du témoin P-0109 suivant lequel il n'y a pas eu

1 d'intervention de la police, cette... c'est une affirmation qui est en flagrante
2 contradiction avec les récits des témoins P-0433, P-0436 et P-0442, mais cela ne
3 signifie pas pour autant que ces témoins ne sont pas fiables.

4 Là où il y a incohérence, c'est pour ce qui est de l'identification des auteurs. Le
5 témoin P-0109 a décrit les personnes qui tiraient les balles et les grenades comme
6 étant des miliciens, habillés en partie avec un uniforme militaire ou sinon, avec des
7 vêtements civils. Le témoin P-0109 peut tout simplement se tromper lorsqu'il
8 identifie les auteurs comme étant des miliciens plutôt que la police. Et pourquoi ?
9 Pourquoi cela ? Parce que les miliciens ont participé à ces événements. Il faut faire
10 remarquer que le témoin P-0442 a reconnu l'un des policiers ce jour-là, Séri, parce
11 qu'il l'avait vu lors d'occasions précédentes quitter le poste de police du
12 16^e arrondissement.

13 Quoi qu'il en soit, l'Accusation avance que la milice, les milices, faisaient partie des
14 forces pro-Gbagbo, donc ce décalage n'a aucune pertinence.

15 J'en viens maintenant aux questions factuelles qui ont été soulevées par la Défense,
16 premièrement, au sujet de l'identification des attaquants.

17 Au paragraphe 587 de sa requête, M. Blé Goudé avance que le témoin P-0109 a
18 identifié les gens qui avaient attaqué le quartier de Doukouré comme étant des
19 personnes du quartier de Yao Séhi. Mais il ne les a pas identifiés en tant que jeunes
20 pro-Gbagbo.

21 Voici quelle est notre réponse : l'Accusation s'appuie également sur les éléments de
22 preuve et la déposition du témoin P-0442, cité un peu plus haut, qui a identifié les
23 attaquants comme étant pro-Gbagbo. Les attaquants avaient assisté à la réunion de
24 M. Blé Goudé au bar Le Baron et sont venus jusqu'au boulevard principal pour jeter
25 des pierres contre les résidents de Doukouré.

26 Pour ce qui est des actes ou des actions des résidents de Doukouré, à l'annexe 3,
27 paragraphe 547, M. Gbagbo déclare — et je cite : (*intervention en français*) « ont
28 indiqué que les jeunes du quartier Doukouré avaient érigé des barrages. ».

1 *(Interprétation)* Voici quelle est notre réponse : cet argument ne reprend pas à juste
2 titre la chronologie des événements. Si on lit cela dans le contexte idoine, la
3 déposition et le témoignage des témoins démontrent que les jeunes de Doukouré ont
4 érigé des barrages routiers non pas avant les événements du 25 février 2011, mais en
5 réaction à ces événements. Le témoin P-0436 a indiqué de façon très claire que les
6 résidents de Doukouré ont érigé des barrages routiers seulement après les
7 événements du 25 février, à partir du 26 février, a-t-il dit. Le témoin P-0404 a
8 également été très clair. Dans le même passage cité par M. Gbagbo, le témoin P-0404,
9 lors du contre-interrogatoire, convient que les barrages routiers avaient été placés au
10 niveau des entrées dans Doukouré — et je cite : *(intervention en français)* « pour
11 sécuriser le quartier après l'incident de la mosquée. »

12 *(Interprétation)* Le témoin P-0554 a également... et qui est également cité par
13 M. Gbagbo, indique comment les barrages routiers ont été érigés par les jeunes de
14 Doukouré, mais il ne donne pas de cadre temporel.

15 Nous l'expliquerons davantage lorsque nous nous intéresserons au mode de
16 responsabilité. Mais les éléments de preuve démontrent que le mot d'ordre lancé par
17 M. Blé Goudé a provoqué la violence qui a immédiatement suivi pendant cette
18 journée et au cours des jours suivant à Yopougon. Pendant ces jours, les forces pro-
19 Gbagbo ont tué au moins 19 civils et en ont blessé au moins 13.

20 Alors, je vais maintenant m'intéresser au troisième événement, l'événement
21 du 3 mars 2011.

22 Madame, Messieurs les juges, je vais maintenant vous présenter un bref aperçu de
23 l'incident du 3 mars avant de vous présenter notre réponse aux arguments
24 principaux de la Défense. Les éléments de preuve apportés par l'Accusation au sujet
25 de cet événement se trouvent aux paragraphes 661 à 754 de notre réplique.

26 Le 3 mars 2011, les membres d'un convoi des FDS, qui était un convoi en patrouille à
27 Abobo, ont tué sept femmes et en ont... et ont blessé au moins six autres personnes
28 lors d'une manifestation pacifique anti-Gbagbo. Les éléments de preuve apportés

1 par les témoins, par les vidéos, les éléments de preuve médico-légaux prouvent que
2 les FDS ont blessé ces civils essentiellement pour des raisons politiques. Cette
3 attaque contre les civils et... s'est produite moins d'une semaine après l'ordre
4 explicite donné par M. Gbagbo aux généraux des FDS de ne pas céder Abobo et de
5 faire ce qu'ils pouvaient pour garder Abobo, cela, une journée seulement après le
6 discours de M. Gbagbo où il a insisté sur sa détermination à garder le pouvoir en
7 dépit de la pression nationale et internationale.

8 Le 3 mars 2011, un convoi des FDS de cinq véhicules dirigé par un BTR-80 de la
9 Garde Républicaine de M. Gbagbo a tiré un canon 14.5 millimètres et des AK-47 sur
10 une foule de manifestantes pacifiques qui portaient des pancartes anti-Gbagbo et qui
11 demandaient à M. Gbagbo de céder le pouvoir. (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé)

14 (Expurgé)

15 (Expurgé)

16 (Expurgé)

17 (Expurgé) le témoin P-0606 avait indiqué... qui

18 avait été utilisé après son analyse de la vidéo. Lorsqu'on utilise son expertise en
19 matière d'image criminalistique, le témoin P-0606 a confirmé que personne n'avait
20 essayé d'altérer ce dossier vidéo. Il a également présenté une version stabilisée et
21 agrandie qui montre un nuage de fumée s'échappant d'un canon BTR-80. Vous
22 avez... vous pouvez... vous avez pu voir également les mots « Police nationale »
23 d'un côté d'un... d'un véhicule de la police. Une copie de cette vidéo a été montrée à
24 six des sept familles ayant perdu des personnes pendant cet événement. Ils ont tous
25 été à même d'identifier les corps de leurs... des membres de leur famille.

26 Mais il y a plus : les analyses ADN des échantillons prélevés sur les corps exhumés
27 dans une fosse commune à Abobo et analysés par rapport aux échantillons des
28 membres de leur famille ont confirmé l'identification de trois de ces sept femmes.

1 Les éléments de preuve médico-légaux, notamment les autopsies de ces corps,
2 autopsies effectuées par des experts, les témoins P-0585 et P-0584, ont confirmé la
3 cause du décès : ces personnes sont mortes à la suite de blessure par arme à feu.
4 Plusieurs témoins, notamment des membres de leur famille et des amis des victimes,
5 ont témoigné qu'ils avaient vu les blessures sur les corps des victimes. Alors, je ne
6 vais pas m'attarder sur cet exercice de corroboration supplémentaire, parce que, très,
7 très franchement, Madame, Messieurs les juges, les horribles blessures de ces
8 femmes que nous avons vues sur les vidéos se passent d'explication.
9 Alors, ce que nous avançons, c'est qu'il est irréfutable que les FDS ont tiré sur des
10 civils non armés lors de la manifestation du 3 mars 2011 et que cela s'inscrivait dans
11 le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre une population civile. Cela
12 faisait partie d'une... cela s'inscrivait dans le cadre de tirs indiscriminés dans des
13 quartiers où résidaient des personnes qui étaient perçues comme étant des
14 sympathisants de Ouattara. Et je reviendrai sur cela par la suite lorsque j'aborderai
15 l'article 28.
16 Avec le refus... le refus, le 3 mars, le refus des autorités, le lendemain, 36 heures
17 seulement après l'événement, M. Hilaire Babri, des FDS, le... M. Ahoua... Ahoua
18 Don Mello, le porte-parole du gouvernement, et Hilaire Babri, qui était donc le
19 porte-parole des FDS, qui tous les deux, sur l'antenne de la RTI, ont nié toute
20 responsabilité de la part des FDS au sujet de cette attaque... Et je reviendrai sur les
21 dépositions de plusieurs témoins, le témoin 0009, le témoin 0156, le témoin 0047.
22 Mais je me contenterai pour le moment de vous dire qu'ils nous ont dit que l'enquête
23 s'est bornée à placer quelques appels téléphoniques et qu'il y a eu conversation au
24 téléphone entre les commandants des FDS et des subordonnés.
25 Mais personne n'a été envoyé sur les lieux pour mener à bien une enquête.
26 Je ne vais pas revenir sur les arguments de M. Gbagbo qui conteste l'authenticité et
27 la fiabilité de la vidéo en alléguant que les victimes étaient des actrices et que
28 l'événement a été monté de toutes pièces et correspond donc à un montage.

1 Pourquoi ? Tout simplement parce qu'aucune de ces allégations ne se fonde sur des
2 éléments de preuve crédibles et que, de ce fait, ils ne doivent même pas être pris en
3 considération par la Chambre. Et, Monsieur le Président, nous n'oublions pas non
4 plus les victimes et leurs familles respectives.

5 Mais au lieu de cela, je reviendrai sur l'argument présenté par la Défense qui a
6 avancé qu'Abobo était placé entièrement sous la coupe des groupes armés
7 opposants, deuxièmement, qu'il y avait présence de rebelles armés lors de la marche
8 et que l'hôtel Golf avait organisé la marche pour tendre un piège au convoi des FDS.
9 Et puis, je vous expliquerai que... Et puis, il a été dit également que les rebelles
10 armés avaient tiré sur les... le convoi des FDS pendant la marche.

11 Alors, pour ce qui est du premier argument avancé par M. Gbagbo et par M. Blé
12 Goudé, ils font valoir en avançant très peu de sources qu'Abobo était entièrement
13 placé sous la coupe de groupes armés en mars 2011, des groupes armés qui étaient
14 donc des groupes armés de l'opposition. Alors, il faut savoir que, bon, il est question
15 bien entendu du Commando invisible, mais il y en avait d'autres, il y avait d'autres
16 groupes armés qui ne faisaient pas forcément tous partie du Commando invisible.
17 Alors, certes, l'Accusation ne réfute pas la présence de tels groupes à Abobo, mais les
18 éléments de preuve du dossier montrent que ces différents groupes n'avaient pas
19 placé Abobo sous leur contrôle militaire absolu. Il s'agissait de groupes armés qui
20 se livraient à une guerre du type guérilla, et comme l'un de leurs noms le suggère
21 justement, ils étaient invisibles. L'Accusation a résumé les éléments de preuve à cet
22 égard aux paragraphes 363 à 381 de sa réplique.

23 Qui plus est, ces arguments avancés par la Défense font fi d'un certain nombre
24 important d'éléments de preuve qui indiquent qu'il y avait bel et bien présence des
25 FDS à Abobo et qu'ils étaient à même de mener à bien des opérations militaires, et
26 ces opérations incluaient la mise en œuvre ou l'exécution du couvre-feu, des convois
27 militaires réguliers et le lancement de mortiers, par exemple le 17 mars 2011.

28 Le deuxième argument de la Défense soulevé par M. Gbagbo allègue qu'il... qu'il y

1 avait des rebelles armés lors de la marche et que l'hôtel Golf avait organisé la marche
2 des femmes pour piéger un convoi des FDS. C'est un argument qui est purement
3 spéculatif et qui ne se fonde sur aucun élément de preuve du dossier. Une fois de
4 plus, dans la partie II.B, lorsque nous discutons l'évaluation des éléments de preuve,
5 encore faut-il que cela se fonde sur des éléments de preuve présentés devant cette
6 Chambre. On ne peut pas fonder ce type d'analyse sur des arguments absolument
7 spéculatifs qui n'ont pas été présentés et qui ne font pas partie du dossier. La
8 Défense de M. Gbagbo ne peut pas s'appuyer sur des éléments de preuve qui n'ont
9 pas été présentés à la Chambre, parce que cela, en fait, va à l'encontre absolu de
10 l'objectif d'une demande d'abandon des charges pour insuffisance de preuve. Alors,
11 les... la vidéo de cet événement nous montre très, très clairement qu'il s'agissait
12 d'une manifestation pacifique de femmes et que le convoi est passé sans aucun
13 problème. De surcroît, les éléments de preuve sont très clairs dans le dossier. Ils
14 montrent qu'il s'agissait d'une marche politique de la base dont le motif était de
15 protester contre le refus de démission de M. Gbagbo. Nous avons des témoignages
16 de la part de l'organisateur de l'événement, le témoin P-0184, et un autre témoin
17 oculaire qui a assisté à la marche et qui a confirmé ce fait. Elle a témoigné que sa
18 chef, le Président de « la » Femmes du Rassemblement des Républicains, l'avait
19 appelée le 2 mars 2011 et lui avait dit que des femmes venant d'autres communes
20 allaient manifester pour dire à M. Gbagbo de démissionner et que, de ce fait, elle
21 avait accepté de... d'organiser la participation des femmes d'Abobo.

22 Aux paragraphes 380 de l'annexe 3, et 112 de l'annexe 4 de sa requête, et lors de
23 l'examen ou de l'interrogatoire du témoin P-0184, M. Gbagbo, à plusieurs reprises et
24 à tort, a fait référence à l'un des quelques hommes présents lors de cette marche,
25 M. Yeo Kolotioloma, étant... qui était l'un des directeurs de campagne de
26 M. Ouattara en 2010, une fonction qui, en fait, revenait à Amadou Coulibaly, et ce
27 dans une tentative, en fait, d'insister sur son lien... sur le lien entre M. Ouattara et
28 l'hôtel du Golf. Mais M. Gbagbo n'a pas... n'a pas véritablement précisé que

1 M. Kolotioloma était seulement le directeur de campagne pour Abobo — un fait que
2 le témoin P-0184 a précisé dans sa réponse.

3 Alors, je vais maintenant m'intéresser au dernier argument qui a été soulevé par
4 M. Gbagbo, l'argument suivant lequel les rebelles armés avaient tiré contre le convoi
5 des FDS pendant la marche. Les éléments de preuve sont assez impérieux, ceci étant
6 dit, et ils démontrent qu'il s'agissait bel et bien d'une marche pacifique, sans
7 présence ou participation de groupes armés. Aucun témoin, qu'il soit civil ou
8 militaire, n'a jamais témoigné avoir vu des hommes ou des femmes armés lors de la
9 marche des femmes. Aucune personne armée ne se voit sur les vidéos de
10 l'événement. En fait, tous les témoins oculaires qui étaient présents lors de la marche
11 ont témoigné quant à la nature pacifique et politique de cette protestation.

12 Et ils ont également indiqué que, essentiellement, ce sont des femmes qui faisaient
13 partie de cette marche, et ceci est un fait qui a été corroboré par les entretiens du
14 témoin P-0414, entretiens réalisés auprès de témoins oculaires de la marche.

15 La Chambre se souviendra peut-être que, en réponse à une question qui avait été
16 posée par le juge Président, le témoin P-0607 a dit de façon très, très claire lors de son
17 témoignage que c'était le convoi qui avait tiré en premier. Donc, le... cette idée
18 suivant laquelle le convoi a agi pour se défendre est nulle et non avenue. De surcroît,
19 une analyse d'expert de l'audio, du clip audio du témoin P-0583 a également
20 confirmé que c'est le BTR-80 qui a tiré le premier, alors que son canon était ou visait
21 à l'horizontale la foule des manifestants. On n'entend aucun autre tir avant le tir
22 du BTR-80.

23 La seule allégation suivant « lesquelles » des hommes portant des armes étaient
24 présents lors de la manifestation nous vient sous forme d'éléments de preuve
25 indirects. Des soldats, dans le BTR-80, ont dit au témoin P-0607 qu'ils avaient vu
26 quelqu'un tirer avec un AK, un autre tirer avec un lance-grenade, à partir du
27 moment où le convoi était revenu au camp Agban.

28 L'Accusation avance que cet élément de preuve indirect est une piètre tentative de la

1 part des soldats des FDS pour essayer de justifier leur comportement illicite, mais ce,
2 après les faits. Cette affirmation qui se base sur le oui-dire, qui n'est absolument pas
3 corroborée et qui défend leur cause ne peut tout simplement pas être prise en
4 considération au vu de l'ensemble d'éléments de preuve des témoins oculaires,
5 médico-légaux, des vidéos qui prouvent que les FDS ont été les premiers à tirer sur
6 la foule des manifestants... des manifestantes civiles.

7 Et je vais maintenant m'intéresser au quatrième événement, je vais commencer — je
8 ne terminerai pas, Monsieur le Président. Je pense que nous aurons notre pause à
9 13 heures, comme d'habitude. Donc, je vais essayer de m'arrêter lors d'une pause
10 naturelle de mon discours.

11 Le 17 mars 2011, les membres du BASA, au camp Commando, ont exécuté des
12 ordres et ont lancé des mortiers de 120 millimètres contre le marché de Siaka-Koné,
13 contre SOS Village, une mosquée, un hôpital et quelques maisons, et ont ainsi tué au
14 moins 31 civils et en ont blessé au moins 36. Là, il faut savoir que le dossier est très,
15 très clair. M. Gbagbo et le chef d'état-major ont autorisé l'utilisation des mortiers de
16 120 millimètres à Abobo durant la crise.

17 Le chef d'état-major a témoigné que le BASA avait été autorisé à utiliser des mortiers
18 de 120 millimètres conformément à l'ordre de réquisition de M. Gbagbo, réquisition
19 du mois de janvier 2011. Alors, indépendamment de l'existence de cette réquisition,
20 le chef d'état-major a témoigné qu'il avait une délégation, un pouvoir, une
21 procuration de la part de M. Gbagbo et que, du fait de cela, il pouvait utiliser des
22 mortiers de 120 millimètres pendant la crise. Et pour corroborer encore plus cet
23 élément, le témoin P-0239 du BASA a témoigné que, lors de sa formation, on
24 enseigne au BASA que le Président doit signer le recours au mortier de 120
25 millimètres à cause de la destruction importante que ces armes peuvent provoquer.

26 Donc, nous avons moult éléments de preuve émanant des dépositions, de vidéos,
27 des éléments de preuve photographiques, médicolégaux qui indiquent et qui
28 prouvent que les FDS ont ciblé des civils essentiellement pour des raisons politiques.

1 Il n'y a aucun doute qu'Abobo était un quartier pro-Ouattara à forte densité de
2 population. Cette attaque a eu lieu quelques semaines après l'ordre explicite donné
3 par M. Gbagbo aux généraux des FDS le 24 février, ordre qui consistait à ne pas
4 céder Abobo et de faire ce qu'il fallait pour conserver Abobo, Et immédiatement
5 après cet ordre, les FDS ont commencé à utiliser davantage de mortier à Abidjan.
6 J'aimerais vous rappeler que cela s'est passé lors de l'opération du 25 février 2011.
7 Des mortiers ont bel et bien été utilisés pendant cette opération. Et puis quelques
8 jours plus tard, au début du mois de mars, le témoin P-0164 a témoigné que les
9 troupes du BASA au camp Commando avaient reçu des ordres de leurs supérieurs
10 pour ouvrir le feu sur Abobo en dépit de la présence de la population civile.
11 Préoccupé au sujet de la légalité de cette opération ainsi qu'au sujet du potentiel de
12 victimes civiles, le témoin P-0164 a demandé un ordre écrit, mais cet ordre écrit n'est
13 jamais arrivé. Quelques semaines plus tard, le 17 mars, le colonel Dadi, du BASA, a
14 relayé le même ordre qui consistait à lancer des... des mortiers de 120 millimètres sur
15 Abobo. Vous avez entendu le témoin du... le témoignage du témoin P-0239 qui a
16 observé comment des membres du BASA ont lancé ces mortiers du camp
17 Commando.
18 Les témoins des crimes ont présenté des témoignages, les éléments de preuve de
19 vidéo, les observations des experts, les... l'analyse médico-légale, corroborent que ces
20 mortiers ont été lancés, comme je l'ai dit depuis le début, sur des quartiers
21 résidentiels extrêmement peuplés d'Abobo. Et vous vous souviendrez qu'il y a des
22 vidéos très explicites de cet événement qui corroborent la souffrance des victimes
23 décrite par les témoins oculaires après le bombardement. Et vous vous souvenez de
24 la porte avec les impacts de balles dessus.
25 Les témoins sur les faits P-0105 et P-0364 ont encore, au jour d'aujourd'hui, des éclats
26 d'obus qui se trouvent toujours présent dans leurs corps, comme cela a été confirmé
27 par des radiographies ainsi que l'examen médical du témoin expert P-0410. Le
28 témoin expert P-0411 a également analysé trois éclats... trois fragment d'éclats d'obus

1 supplémentaires qui ont été extraits du corps du témoin P-0364 et a corroboré que
2 cela correspondait à une blessure provoquée par un mortier de 120 millimètres Le
3 témoignage d'un témoin oculaire suivant lequel le BASA avait lancé des mortiers de
4 120 millimètres depuis le camp Commando a été corroboré par les conclusions du
5 témoin de l'ONUCI P-0414 ainsi que son équipe qui s'est rendue sur les lieux où il y
6 avait les... les impacts le 17 mars 2011, après... après avoir reçu un appel
7 téléphonique au centre d'appel de l'ONUCI. Et une fois de plus, pour ce qui est de
8 fiabilité des... du centre d'appels, je fais référence à la section II.B, ou au
9 paragraphe 2 b) de notre réplique. Le témoin P-0414 a vu deux maisons détruites par
10 des... ou endommagées par des obus au... dans *SOS Village* et a vu des impacts de
11 balles sur le terrain au marché Siaka Koné. Elle a même pu sentir la forte odeur de la
12 poudre à canon, ce qui est cohérent avec des tirs de mortier. Et également, le témoin
13 0369 s'est également rendu sur les lieux, en juillet 2011, et a pu voir des dégâts
14 conformes avec des tirs d'obus.

15 Mais indépendamment du fait qu'il s'agisse du personnel des Nations Unies et
16 d'ONG, des experts se sont rendus sur les lieux. Il y a un expert en ingénierie
17 militaire qui, deux ans plus tard, s'est également rendu sur les lieux et a pu constater
18 qu'il était tout à fait probable que des mortiers de 120 millimètres ont engendré des
19 dégâts. Et j'ai dit... je dis que la Chambre, Messieurs les juges peut par elle-même
20 voir les éléments de preuve physique de ces tirs d'obus qu'il a pu observer dans les
21 présentations à 360 degrés du marché de Siaka Koné et de *SOS Village*.

22 Le même expert, Messieurs les juges, et j'en terminerai... et je terminerai sur ce point,
23 Madame, Messieurs les juges, était également très clair sur l'imprécision inhérente
24 de mortiers de 120 millimètres et donc le manque de précision de ces mortiers, et a
25 également décrit les rayons mortels importants de ces mortiers. Et il a dit que les
26 utilisateurs ont peu de probabilité de pouvoir atteindre un point particulier sur une
27 carte parce que les mortiers peuvent tomber n'importe où, de 60 à 100 mètres... sur
28 un diamètre de 60 à 100 mètres de ce point.

1 Et je vous laisserai sur ce point, Madame, Messieurs les juges, pour la pause
2 déjeuner, et je terminerai avec le 15, 17 mars, le mois d'avril et également le 12 avril,
3 et j'essaierai également d'en terminer aujourd'hui avec les crimes contre l'humanité.
4 Je pense que ce serait bon d'en terminer là-dessus, et je demanderais à ce que nous
5 continuions demain avec les modes de responsabilité et je pense que cela fera une
6 bonne pause... permettra de marquer la pause au bon moment et, pour être honnête,
7 un texte aussi long à lire — et demain, je dois également continuer de lire mon
8 texte —, sur le plan physique et sur le plan intellectuel, cela est très fatigant.

9 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [12:59:53] Merci beaucoup.
10 Nous prenons la pause déjeuner jusqu'à 14 h 30. Merci beaucoup.

11 M^{me} L'HUISSIER : [12:59:58] Veuillez vous lever.

12 (*L'audience est suspendue à 12 h 59*)

13 (*L'audience est reprise en public à 14 h 31*)

14 M^{me} L'HUISSIER : [14:31:28] Veuillez vous lever.

15 Veuillez vous asseoir.

16 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:31:33] Bonjour.

17 Monsieur MacDonald, la parole est à vous.

18 M. MacDONALD (interprétation) : [14:31:45] Merci, Monsieur le juge.

19 Avant de reprendre là où je m'étais arrêté, je voudrais apporter deux corrections à la
20 transcription, la version anglaise du *transcript*. J'ai fait une erreur à la page 56,
21 ligne 1.

22 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:32:05] Vous avez fait une
23 erreur ?

24 M. MacDONALD (interprétation) : [14:32:10] Oui, j'ai fait une erreur. J'ai fait
25 référence au témoin 114 alors qu'il faudrait lire 0414. Et j'ai fait la même erreur à la
26 page 59 du *transcript*, à la ligne 12, lorsque j'ai fait référence au témoin 0104 alors
27 qu'il faudrait, là encore, parler du témoin 0414.

28 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:32:38] Bien, merci. Nous

1 avons pris bonne note.

2 La parole est à vous.

3 M. MacDONALD (interprétation) : [14:32:42] Madame, Messieurs les juges, je parlais
4 des examens en rapport avec le 17 et les incidents du 17 mars, les examens d'experts,
5 et vous avez également les preuves du témoin expert médico-légal, le 0564. Elle a
6 fourni un rapport à la demande du Bureau du Procureur suite à son examen des huit
7 corps des victimes du 17 mars 2011 et du tir d'obus du 17 mars 2011.

8 En revoyant ses rapports et après un examen externe des corps, le témoin P-0564 a
9 vérifié que quatre des huit victimes qu'elle a examinées, y compris celles venant de
10 l'emplacement Derrière rails, avaient des blessures qui... ayant entraîné la mort et
11 qui étaient cohérentes avec des blessures causées par des obus. Pour les quatre
12 autres corps, le témoin P-0564 n'a pas exclu les tirs d'obus comme étant la raison de
13 la mort, mais elle a plutôt indiqué qu'elle n'était pas à même de tirer une conclusion
14 de la cause... concernant la cause de la mort suite à ce simple examen externe. Les
15 explications logiques de ses conclusions ont été données par le témoin, y compris
16 l'état avancé de putréfaction des corps, son choix, également, d'avoir effectué un
17 examen externe au lieu de faire une autopsie, en raison du nombre important de
18 corps suite à la crise qui dépassait les capacités d'accueil des morgues, de telle façon
19 que l'odeur émanant des corps était un véritable problème.

20 Si vous me permettez, je prends une seconde pour m'entretenir avec ma collègue.

21 *(Discussion au sein de l'équipe du Procureur)*

22 Excusez-moi, Monsieur le Président, il m'a été demandé de ralentir.

23 Madame, Messieurs les juges, en dépit du fait de ce que dit M. Gbagbo, à savoir que
24 le témoin P-0564 n'avait pas les moyens de confirmer l'identité des huit personnes
25 tuées par des tirs d'obus, le témoin P-0564 a témoigné en disant que des amis ou des
26 connaissances avaient identifié les corps à la morgue et/ou à l'institut médico-légal.

27 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:35:11] Oui.

28 M. N'DRY : [14:35:19] Monsieur le Président, juste... m'excuser d'abord auprès de

1 mon confrère et dire que je... le transcrit français ne marche pas, ne fonctionne pas.

2 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [14:35:26] Le Greffe est conscient du problème

3 et nous faisons de notre mieux pour régler le problème.

4 M. N'DRY : [14:35:32] D'accord, merci.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:35:33] Est-ce que nous

6 pouvons poursuivre ? Est-ce que ça ne fonctionne pas du tout ? Pas du tout ? Le

7 français, ça ne fonctionne pas du tout ?

8 Est-ce que nous pouvons continuer ou est-ce que nous devons attendre ?

9 M. N'DRY : [14:35:55] Monsieur le Président, au niveau de l'équipe de Défense de

10 M. Charles Blé Goudé, nous pouvons continuer.

11 M^e ALTIT : [14:36:11] Monsieur le Président, Madame, Monsieur, tout l'objet de cette

12 audience était d'avoir une version française, du moins, c'était l'un des objets de cette

13 audience. Il est difficile pour nous de... vous voyez... donc...

14 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:36:30] Vous aurez une

15 version française, nous y travaillons, donc, vous aurez une version française, et

16 j'essaie d'aller un peu lentement, et peut-être que justement, comme nous allons

17 lentement, cela leur donnera le temps de régler le problème.

18 Le problème, simplement, est de savoir si nous pouvons continuer pendant qu'ils y

19 travaillent ou pas. Mais vous aurez la version française complète.

20 M^e ALTIT : [14:37:00] Alors, essayons, Monsieur le Président.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:37:04] Bien. Qu'est-ce

22 que je peux... En fait, combien de temps est-ce que cela va demander ?

23 *(Discussion entre les juges sur le siège et le greffier d'audience)*

24 Il semblerait que d'ici cinq minutes, le problème sera réglé, donc je dirais que nous

25 allons attendre cinq minutes. Et la raison de cette audience est également d'avoir une

26 traduction en français, donc nous allons attendre cinq minutes, et nous pouvons,

27 donc, suspendre l'audience jusqu'à moins le quart, mais je demanderai à la greffière

28 d'audience de nous rappeler lorsque ce sera réglé.

1 Merci.

2 M^{me} L'HUISSIER : [14:38:59] Veuillez vous lever.

3 *(L'audience est suspendue à 14 h 39)*

4 *(L'audience est reprise en public à 14 h 54)*

5 M^{me} L'HUISSIER : [14:55:27] Veuillez vous lever. Veuillez vous asseoir.

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [14:55:49] J'espère que le

7 problème est résolu.

8 La parole est à vous, Monsieur MacDonald.

9 M. MacDONALD (interprétation) : [14:56:02] Merci, Madame, Messieurs les juges.

10 Donc, je vais simplement reprendre là où je m'étais arrêté sur le dernier point.

11 En dépit du fait que M. Gbagbo soutient que le témoin 0564 n'avait pas le moyen de

12 confirmer l'identité des personnes tuées par les tirs d'obus, le témoin 0564 a

13 témoigné en disant que des amis ou des personnes proches avaient identifié les

14 corps à la morgue ou que le personnel de l'Institut médico-légal — ou IML —, à un

15 moment assez... qui a presque suivi leur mort et l'admission à la morgue de ces

16 corps... fait qui a été corroboré dans son rapport et dans les fiches de travail de

17 l'Institut médico-légal, les dossiers d'INTERFU et les registres de la morgue à

18 Anyama, et également par les témoins P-0297 et P-0594.

19 Comme indiqué de façon détaillée dans notre réponse, ce tir d'obus s'inscrivait dans

20 un cadre plus large de tirs d'obus par les FDS sur les quartiers pro-Ouattara à forte

21 densité démographique à Abidjan pendant la crise. Les témoins FDS et les témoins

22 civils ont témoigné sur le tir d'obus des FDS dans les zones civiles densément

23 peuplées par des sympathisants, des personnes considérées comme des

24 sympathisants de Ouattara comme à Abobo, ce qui s'est produit pendant la période

25 de... du 26 février au 11 avril 2011, un fait qui montre que l'attaque, en fait, était

26 dirigée contre la population civile, et j'y reviendrai par la suite.

27 Je voudrais maintenant parler de la négation et du refus d'une enquête et de

28 l'absence d'enquête par le gouvernement.

1 Tout comme le... le... le massacre des femmes, le 3 mars 2011 à Abobo, le
2 gouvernement de M. Gbagbo n'a pas mené d'enquête sur le meurtre de civils
3 le 17 mars à Abobo et a officiellement nié l'implication des FDS.

4 Un jour après le tir d'obus, les rapports dans les médias ont accusé les FDS... les FDS
5 — pardon — pour les tirs d'obus. Mais au lieu de mener une enquête de bonne foi,
6 ou de punir les auteurs, M. Gbagbo, à travers son porte-parole, en a appelé à
7 l'ensemble des Ivoiriens pour assumer une plus grande responsabilité et à collaborer
8 davantage avec les FDS pour neutraliser les individus suspects. Ce n'est pas tant que
9 les hauts niveaux du gouvernement n'étaient pas conscients de ces tirs d'obus. Le
10 témoin 0047 a témoigné de la couverture importante dans la presse de l'incident et
11 d'une réunion organisée entre les généraux des FDS et le chef du... de la CPCO... ou
12 du CPCO où il avait été indiqué qu'il y avait eu des tirs de mortier tirés sur Abobo le
13 17 mars. En dépit de leur connaissance et du fait qu'ils étaient au courant de ces
14 morts chez les civils, il n'y a pas eu d'enquête à proprement parler.

15 Pendant l'interrogatoire mené par le juge Président, le témoin P-0047 a rappelé
16 qu'aucune des autorités militaires n'avait même été envoyée sur les lieux pour
17 mener une enquête.

18 Aucune interview formelle n'a eu lieu, personne n'a jamais été puni, et au lieu de
19 cela, le colonel Dadi a même fêté les membres du BASA... de la BASA lorsqu'ils sont
20 revenus, les félicitant d'avoir exécuté cet ordre au moment où ils sont revenus au
21 camp Akouédo. Cinq jours seulement après le tir d'obus, le 22 mars 2011, le
22 gouvernement de M. Gbagbo a publié une déclaration à la télévision nationale
23 annonçant les résultats d'un simulacre d'enquête visant à couvrir leurs crimes et à
24 les autoriser à gouverner en toute impunité.

25 Le porte-parole du gouvernement, Ahoua Don Mello, a prétendu à tort ce qui suit :
26 tout d'abord qu'aucun dégât n'avait été observé au marché d'Abobo, et
27 deuxièmement, qu'il n'y avait aucune victime admise à la morgue d'Abobo et
28 d'Anyama, et troisièmement, qu'il n'y avait eu aucune plainte de déposée au poste

1 de police concernant une opération des FDS.
2 Cette déclaration était un mensonge. Le dossier montre clairement des éléments de
3 preuve, sous forme de photos et de vidéos, des dégâts sur le marché d'Abobo qui
4 restaient visibles deux ans après l'incident.
5 Là encore, la Chambre peut également facilement voir que le registre de la morgue
6 d'Anyama identifie clairement des victimes de ce tir d'obus du 17 mars.
7 Permettez-moi maintenant de me pencher sur trois des principaux arguments de la
8 Défense concernant cet incident du 17 mars.
9 Le... tout d'abord, la Défense argue du fait que le rapport d'expert du P-0411 n'est
10 pas crédible. Deuxièmement... Et la Défense argue du fait que M. Gbagbo et son
11 entourage immédiat n'ont pas donné l'ordre de tirer des mortiers le 17 mars 2011 et
12 qu'il y a... qu'il n'y a pas suffisamment de preuves de cet ordre.
13 Et troisièmement, la Défense argue du fait qu'il y a insuffisance de preuve montrant
14 que les FDS ont utilisé des armes lourdes pour viser, de manière systématique, les
15 civils.
16 Notre réponse au premier élément contesté est que M. Gbagbo, tout comme M. Blé
17 Goudé, ont affirmé que le témoin 0411 et le rapport d'expert de l'expert témoin
18 0411 n'est pas crédible.
19 M. Gbagbo attaque le fond et la méthodologie du rapport de... du témoin expert sur
20 les sites où se sont produits les tirs d'obus à Abidjan. Nous répondons à chacun de
21 ces arguments en détail dans les paragraphes 931 à 950 de notre réponse.
22 En bref, Madame, Messieurs les juges, cet expert dont vous connaissez parfaitement
23 les qualifications confirme qu'il est tout à fait probable qu'un mortier de
24 120 millimètres ait causé les dégâts au marché de Siaka Koné et au Village SOS sur la
25 base d'une analyse de plusieurs sites d'explosion et une analyse détaillée d'éléments
26 de preuve corroborants. Il n'était pas « un béni oui-oui », je cite, comme le laisse
27 entendre la Défense, mais son mandat était plutôt large et ouvert en ce sens qu'il
28 avait été encouragé à faire toute remarque, tout commentaire et toute conclusion

1 pertinente et à faire également une analyse objective.

2 Il a trouvé des éléments de preuve des tirs d'obus et a documenté les dégâts avec des
3 enquêteurs du Bureau du Procureur qui ont pris des photos panoramiques à
4 360 degrés, et les témoins des crimes ont corroboré le fait que ces photos
5 panoramiques montraient les dégâts causés par des obus le 17 mars 2011, et les
6 témoins pour le FDS ont corroboré le placement et l'emplacement des mortiers
7 de 120 millimètres sur les photos du camp Commando.

8 M. Gbagbo, au paragraphe 517 de l'annexe 3 de sa requête, argue également du fait
9 que, et à tort, que les experts n'ont pas examiné les bâtiments autour pour voir si la
10 trajectoire du mortier n'avait pas été arrêtée. L'expert a expliqué que lorsqu'il se
11 trouvait au camp Commando, il n'a pas vu de bâtiments de grande hauteur ni
12 d'obstacle dans la direction probable des tirs qui aurait pu limiter l'utilisation de...
13 de munitions de mortiers. Il a, par ailleurs, indiqué que les bombes à mortiers
14 pouvaient aisément passer au-dessus des bâtiments et que ces bâtiments à trois
15 étages ne constituent pas un obstacle pour un mortier.

16 M. Blé Goudé, aux paragraphes 446 et 447 de sa requête, a également cité le... le... la
17 déposition du témoin 0009 qui a indiqué que les mortiers qui avaient été tirés à
18 partir du camp Commando sur Abobo avaient été arrêtés par les bâtiments en dépit
19 du fait que le panoramique à 360 degrés des lieux montre que c'est l'inverse qui est
20 vrai.

21 Ce panorama à 360 degrés est visible sur... dans le document 0073-0862. Et je
22 voudrais maintenant montrer à la Chambre une prise de... venant de ce panorama à
23 360 degrés du camp Commando et plus particulièrement une vue du panorama
24 11 juste à l'intérieur des murs du camp où les témoins du BASA, le témoin — pardon
25 — 0330 et 0164 ont tous les deux témoigné avoir vu des mortiers de '120 millimètres
26 installés fin février et début mars 2011.

27 Et je voudrais demander à ce que ceci soit montré, et je pense que nous allons devoir
28 donc, soit voir ce que nous avons devant les yeux, soit nous mettre sur le

1 canal «*Evidence 2* ».

2 (*Le greffier d'audience s'exécute*)

3 Cette vue montre la direction du marché Siaka Koné et la direction de SOS Village, et
4 comme la Chambre peut le voir, il n'y a pas de bâtiment qui obstrue la trajectoire du
5 mortier à Abobo. Et par ailleurs, le témoin 0009 n'a pas pris de mesures sur la scène,
6 et il n'était pas non plus qualifié en tant qu'expert en mortier ni en ingénierie
7 militaire.

8 La nature intéressée de cette partie du témoignage du témoin 0009 est évidente.

9 L'expert a, au contraire, démontré que les mortiers de 120 millimètres soviétiques ou
10 russes tirés du camp Commando pouvaient avoir un impact sur Siaka Koné ou sur
11 SOS Village étant donné la portée.

12 Le deuxième argument que je vais maintenant aborder, c'est que ni M. Gbagbo ni
13 son entourage immédiat n'a donné d'ordre pour tirer des mortiers le 17 mars 2011, et
14 que de ce fait, il n'y a pas de preuve suffisante de cet ordre.

15 Notre réponse, maintenant. Pour commencer, l'ordre de M. Gbagbo,
16 le 24 février 2011, aux généraux des FDS de ne pas céder Abobo et de faire tout ce
17 qu'il faut pour garder Abobo a marqué un tournant dans les opérations des FDS et
18 leur volonté à utiliser des mortiers.

19 Immédiatement après, les FDS ont commencé à utiliser des mortiers à Abidjan,
20 pendant l'opération... leur opération du 25 février 2011, une pratique qui s'est
21 poursuivie jusqu'en mars.

22 L'ordre de début mars de tirer des mortiers de 120 millimètres sur Abobo ainsi que
23 l'ordre qui... suivant, le 17 mars 2011, venaient directement de M. Gbagbo.

24 Bien qu'il n'y ait pas de preuve directe de ces ordres, il n'y a pas d'autre conclusion
25 raisonnable que l'on puisse tirer des circonstances.

26 Les éléments de preuve montrent, tout d'abord, que M. Gbagbo a autorisé le chef
27 d'état-major à utiliser des mortiers de 120 millimètres à Abidjan pendant la crise. Il
28 a réquisitionné l'armée, M. Gbagbo a réquisitionné l'armée. Que ce soit le 14 ou au

1 début de novembre ou au début de janvier, l'armée avait été réquisitionnée avec tous
2 ses moyens.

3 Deuxièmement, le chef d'état-major a admis les avoir utilisés à Abidjan pour un tir
4 de flambage et un tir d'arrêt.

5 Et troisièmement, de nombreux témoins ont indiqué que l'ordre de tirer des mortiers
6 de 120 millimètres depuis camp Commando venait de la Présidence.

7 Quatrièmement, le chef d'état-major et d'autres commandants ont fait pression sur
8 au moins un témoin pour... le BASA de tirer ces mortiers.

9 Cinquièmement, le commandant du BASA et ceux qui étaient fidèles à Gbagbo, et
10 celui qui était fidèle à Gbagbo, le colonel Dadi, ont ordonné à leurs hommes de tirer
11 des mortiers de 120 millimètres le 17 mars 2011 et ont célébré même leur réussite.

12 Et sixièmement, les FDS n'ont pas pu mener une enquête de bonne foi sur ces tirs
13 d'obus et personne n'a jamais été puni à l'époque pour cet incident.

14 L'ensemble de ces circonstances montre que M. Gbagbo a autorisé le tir d'obus sur
15 Abobo le 17 mars.

16 Par ailleurs, les témoins BASA... le témoin 0164, 0239 et 0226 ont tous reconnu que
17 l'utilisation de... d'armes d'artillerie comme les mortiers de 120 millimètres dans une
18 région et une zone urbaine exigeaient un ordre écrit. L'Accusation fait valoir qu'il
19 n'y avait pas d'ordre écrit explicite concernant l'utilisation de mortiers de
20 120 millimètres à Abobo en mars 2011, précisément parce que ce document aurait
21 directement impliqué M. Gbagbo et toute la chaîne de commandement dans la
22 conduite criminelle de tirs d'obus systématiques sur une zone résidentielle.

23 Ceci également, Madame, Messieurs les juges dans le contexte... dans un contexte où
24 M. Gbagbo ne voulait pas qu'Abobo soit déclarée comme zone de guerre.

25 Permettez-moi maintenant de passer au dernier argument de la Défense. Ce dernier
26 argument est l'allégation de preuves insuffisante selon lesquelles les FDS auraient
27 utilisé des armes lourdes pour cibler des civils, et spécifiquement aux
28 paragraphes 54 et 55 de sa requête, M. Blé Goudé argue du fait que l'utilisation de

1 mortier dans une zone à forte démographie n'est pas considérée en tant que telle
2 comme illégale dans le cadre du droit humanitaire international. Mais même le... le
3 commentateur juridique qu'il cite indique que la planification d'une telle attaque
4 doit demander — et je cite : « Toutes les étapes qui sont nécessaires pour éviter ou
5 minimiser les dégâts collatéraux sur les civils, et encore plus — Madame, Messieurs
6 les juges — dans une région urbaine ou ailleurs. ».

7 Comme cela est indiqué dans notre réponse, c'est... cela n'a pas été pris en compte
8 dans cette affaire.

9 Le témoin de BASA 0239 a décrit avoir observé deux membres de son unité BASA
10 tirer des mortiers de 120 millimètres depuis le camp Commando en direction de la...
11 de la place Gendarmerie à Abobo. Il a indiqué que cet... ce tir était en réponse à un
12 convoi des FDS qui... sur lequel des tirs auraient été envoyés un petit peu plus tôt au
13 cours de la journée. Et ceci montre que l'objectif militaire concernait toujours cet... le
14 lieu ou que des civils étaient présents, et ceci montre que les FDS n'ont pas pu
15 utiliser leur discrétion... une discrétion raisonnable dans le tir de mortiers. Et ces
16 manquements avec le manquement, également, d'évaluer, par la suite, si les mortiers
17 avaient atteint leur objectif montrent, en fait, qu'il n'y avait pas d'intérêt pour
18 l'objectif militaire et montre l'intention de... que la population civile soit l'objet...
19 l'objectif premier de cette attaque.

20 Ils n'ont rien fait, Monsieur le Président, ils n'ont pas vérifié après les faits. Et les
21 commandants des FDS n'ont pas agi comme des commandants raisonnables... des
22 commandants militaires raisonnables, comme l'indique M. Blé Goudé dans son
23 paragraphe 71... paragraphes 71 à 82 de sa requête.

24 L'analyse de l'Accusation aux paragraphes 880 à 901 de sa réponse montre que les
25 FDS n'ont pas exercé de discrétion raisonnable lors de tirs de mortiers à... sur Abobo.
26 Il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier laissant entendre que quelqu'un,
27 dans la chaîne de commandement des FDS, qu'il s'agisse de commandants sur le
28 terrain ou leurs supérieurs n'aient pris de mesures raisonnables pour s'assurer que

1 ces mortiers ne présentant pas de précision étaient lancés sur Abidjan pour atteindre
2 un objectif militaire et a minimisé les... les problèmes au sein de la population civile
3 et parmi les victimes civiles.

4 Je voudrais maintenant me pencher sur le cinquième et dernier incident, celui
5 du 12 avril 2011.

6 *(Bruit de porte)*

7 Si on pouvait graisser la porte, ce ne serait pas mal.

8 Les éléments de preuve montrent que le... vers le 12 avril 2011, dans le quartier de
9 Yopougon, de Doukouré et de Mami Fatai, les forces pro-Gbagbo ont tué au moins
10 61 personnes, essentiellement venant du nord de la Côte d'Ivoire et de pays
11 d'Afrique de l'Ouest voisins. Ils ont violé au moins six femmes et blessé au moins
12 trois personnes. Ces crimes ont été commis sur la base de motifs ethniques,
13 politiques, nationaux et religieux. Comme cela vient d'être indiqué, ces crimes se
14 sont produits dans... essentiellement dans les quartiers dioula de Mami Fatai et de
15 Doukouré.

16 Ces incidents faisaient partie d'une violence continue, un contexte de violence
17 continue perpétrée à l'encontre des sympathisants de Ouattara et qui a été enclenché
18 par le mot d'ordre de M. Blé Goudé le 25 février 2011, qui a entraîné la mort de
19 civils.

20 Les éléments de preuve montrent que, au lieu de condamner la violence perpétrée
21 sur les barrages... au niveau des barrages routiers, au début du mois de mars 2011,
22 M. Blé Goudé a simplement appelé ceux qui avaient érigé ces barrages routiers à
23 les... à en avoir le contrôle et à ne pas passer à une extorsion d'argent ou à du racket,
24 ni... et à ne pas attaquer non plus des personnes de nationalité variées. Et partout, ce
25 silence était, en fait... le silence sur cette violence a été... est la suite du résultat du
26 mot d'ordre émis par M. Blé Goudé.

27 Le 14 mars 2011, M. Blé Goudé a même remercié les jeunes qui avaient érigé ces
28 barrages routiers et a fait valoir que les allégations de racket aux barrages routiers

1 étaient fausses. Madame, Messieurs les juges, en dépit de son autorité, M. Blé Goudé
2 n'a jamais demandé à la jeunesse et aux milices pro-Gbagbo aux barrages routiers
3 « à » démanteler ces barrages ou « à » s'abstenir d'actes de violence à l'encontre de
4 civils. En tant que tels, les meurtres aux barrages routiers ont continué tout au long
5 de la crise postélectorale.

6 Dans les jours qui ont précédé l'arrestation de M. Gbagbo le 11 avril, M. Blé Goudé
7 tout comme M. Gbagbo ont appelé les forces pro-Gbagbo à continuer la bataille pour
8 rester au pouvoir. Les crimes perpétrés à Yopougon le 12 avril 2011 ont été commis
9 immédiatement après l'arrestation de M. Gbagbo et ont été commis par des forces
10 pro-Gbagbo, et ceci englobait les jeunes, les mercenaires et les membres du GPP qui
11 avaient été entraînés, armés et financés par M. Gbagbo et par M. Blé Goudé, et
12 également par des membres loyaux des FDS basés sur la base navale de Locodjoro.

13 Les meurtres, les viols et d'autres actes inhumains commis à Mami Fitaï et
14 Doukouré ont des éléments en commun importants avec les crimes par les forces
15 pro-Gbagbo à l'encontre de ceux qui étaient perçus comme des sympathisants de
16 Ouattara à Abidjan pendant la crise postélectorale.

17 Les auteurs, dont certains parlaient l'anglais, ont ciblé de manière spécifique les
18 Dioula qui étaient considérés comme étant des sympathisants de Ouattara. Dans
19 certains cas, les auteurs ont même posé des questions sur l'appartenance ethnique
20 des victimes et ont demandé à voir leurs documents, leur carte d'identité, avant de
21 les attaquer. Certains des auteurs portaient même des cagoules. Et les hommes
22 dioula ont été... des hommes dioula ont été sérieusement blessés ou même tués alors
23 que des femmes dioula ont été violées, comme pour les sympathisants pro-Ouattara
24 pendant l'incident du 16 décembre 2010.

25 Et enfin, Maguy Le Tocard... Maguy Le Tocard faisait partie des attaquants. Et les
26 éléments de preuve de l'Accusation concernant les crimes commis le 12 avril 2011
27 peuvent se voir aux paragraphes 298 à 1047 de notre réponse.

28 Je vais maintenant me pencher sur quatre des principaux arguments de la Défense

1 concernant le 12 avril. Le premier argument, à savoir que les rebelles ont infiltré
2 Yopougon avant le 12 avril 2011... l'incident du 12 avril 2011 ; deuxièmement, que
3 les crimes étaient des actes isolés commis par des bandits ; troisièmement, que les
4 FDS n'existaient plus le 12 avril 2011 ; et enfin, l'absence alléguée d'identification des
5 auteurs.

6 Le premier élément présenté par la Défense pour contester ce qui a été dit à
7 l'annexe 3, paragraphes 532 et 537 à 546 de la requête de M. Gbagbo... la Défense dit
8 que les rebelles ont infiltré Yopougon avant le 12 avril 2011 et qu'il était très
9 probable que ce sont eux qui ont perpétré les crimes à Yopougon.

10 Notre réponse, Madame, Messieurs les juges : pour commencer, en termes
11 d'opportunité, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que, le 12 avril ou aux
12 alentours du 12 avril, les rebelles ou les FRCI se retrouvaient à Doukouré et à Mami
13 Fatai ou avaient même le contrôle de ces quartiers. En fait, le témoin 568 a témoigné
14 en disant que les FRCI ne sont arrivés à Mami Fatai qu'après avoir fui les... le
15 quartier, ce qui était au moins cinq jours après le 12 avril 2011.

16 Deuxièmement, contrairement aux forces pro-Gbagbo, les rebelles ou les FRCI
17 n'avaient aucune raison d'attaquer les sympathisants pro-Ouattara. Dit très
18 simplement, cela n'avait aucun sens pour eux de cibler les Dioula, et pour la même
19 raison, cela n'a aucun sens de dire qu'ils auraient créé... qu'ils allaient tuer tous les
20 Dioula ce jour-là ou qu'ils auraient parlé de manière favorable de M. Gbagbo en
21 anglais comme l'ont fait certains des auteurs des crimes.

22 Troisièmement, les témoins des crimes, eux-mêmes, ont identifié les auteurs comme
23 étant... comme appartenant aux forces pro-Gbagbo à travers leurs mots, leurs actions
24 ou des descriptions.

25 En fait, Madame, Messieurs les juges, ce que les éléments de preuve révèlent, c'est
26 que les forces pro-Gbagbo contrôlaient Yopougon le 12 avril 2011. Nourries par les
27 mots et les actions de M. Blé Goudé et de M. Gbagbo, les forces pro-Gbagbo ont
28 commis les crimes qui leur sont reprochés dans les quartiers de Doukouré et de

1 Mami Faitai.

2 Le témoin 0435, qui est arrivé à la base navale Locodjoro le 12 avril et qui y est resté
3 jusqu'au 17 avril, a témoigné que les forces pro-Gbagbo contrôlaient Yopougon
4 jusqu'au lundi 18 avril. Et vous pouvez voir cela dans notre réponse, au
5 paragraphe 1054. En arrivant à la base, le témoin 0435 a vu les chefs de guerre
6 libériens, les commandants de GPP, y compris Maguy Le Tocard et le commandant
7 Tchang, le... Konan Boniface, commandant des FDS et d'autres éléments des FDS, y
8 compris des marines et des soldats, la plupart des éléments... pour la plupart, des
9 éléments qui étaient au préalable basés à Plateau, certains venant de Cocody, et
10 d'autres qui étaient déjà basés à Yopougon. (Expurgé)

11 (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé) Il les a vus tuer des civils du RHDP qui étaient suspects d'avoir remis des
14 renseignements au FRCI et utiliser des informateurs au sein de la population pour
15 dénoncer les civils pro-RHDP.

16 Les rapports de situation quotidiens de l'ONUCI (Expurgé)

17 (Expurgé) Un rapport confirme qu'une concentration de groupes de miliciens pro-
18 Gbagbo à Yopougon avait tué et brûlé vif des personnes le 12 avril. Un autre rapport
19 en date du 14 avril 2011 rappelle la présence de miliciens pro-Gbagbo à Yopougon
20 qui auraient tué au moins 18 personnes entre le 11 et le 13 avril et qui avaient pillé et
21 commis des actes de pillages à Yopougon.

22 Le deuxième argument de la Défense que l'on peut trouver à l'annexe 3,
23 paragraphe 532 de la requête de M. Gbagbo, dans lequel il argue que les crimes
24 étaient des actes isolés commis par des bandits profitant de la situation et du chaos
25 ambiant.

26 Notre réponse : les circonstances entourant le massacre, les viols et d'autres actes
27 inhumains montrent que c'était une attaque délibérée et coordonnée contre ceux qui
28 étaient perçus comme étant des sympathisants de Ouattara à Doukouré et à Mami

1 Faitai, et non pas des actes isolés de bandits. Ces actes criminels ont été perpétrés
2 dans la lignée du plan commun avec pour objectif d'attaquer les sympathisants
3 considérés comme des sympathisants pro-Ouattara. Les forces pro-Gbagbo ont
4 utilisées le même *modus operandi* dans les deux quartiers. Et nous renvoyons la
5 Chambre au paragraphe 1066 de notre réponse.

6 Les attaquants ont tué des hommes considérés comme étant des sympathisants de
7 Ouattara. Le témoin 0109 a indiqué que les forces pro-Gbagbo, y compris les
8 Libériens, vérifiaient d'abord les cartes d'identité de deux membres de son groupe
9 et, après les avoir vérifiées, ont tiré sur ces personnes. Plusieurs de ses amis ont été
10 tués.

11 Le témoin 0567 a témoigné en disant que ses quatre frères et un ami de son frère « a »
12 été tué après que les attaquants ont forcé leur grille en criant qu'ils allaient tuer tous
13 les Dioula.

14 Les 17 ou 18 corps à Mami Faitai, y compris ceux des fils du témoin 0568 étaient tous
15 des Dioula... des hommes dioula. Les 34 corps à Doukouré étaient également tous
16 des hommes.

17 Les attaquants ont utilisé des informateurs pour cibler les foyers dioula. Par
18 exemple, à Mami Faitai, le témoin 0567 a témoigné en disant qu'elle avait reconnu la
19 voix de l'un des miliciens qui avait tué ses frères comme étant un ami de son frère
20 aîné. Il a dit aux autres miliciens, après avoir tué les frères du 0567, qu'il y avait
21 encore un frère qui manquait dans la maison.

22 Je vais maintenant passer au troisième argument de la Défense. Toujours dans
23 l'annexe 3, aux paragraphes 526 et 532 de sa requête, M. Gbagbo avance que les FDS
24 n'existaient plus le 12 avril 2011.

25 Notre réponse : cet argument est infondé et n'est que de la spéculation. Ce que les
26 éléments de preuve montrent, c'est que bien que la structure formelle des FDS se soit
27 effritée après l'arrestation de M. Gbagbo, les membres des FDS qui restaient et qui
28 étaient loyal... loyaux — pardon — s'étaient rassemblés à la base navale de

1 Locodjoro avec les autres forces pro-Gbagbo.

2 Merci, Monsieur le Président.

3 Donc, ce que les éléments de preuve montrent est que les forces loyales, les forces
4 FDS loyales s'étaient rassemblées à la base navale de Locodjoro avec les autres forces
5 pro-Gbagbo.

6 Et je voudrais maintenant aborder le dernier argument de la Défense. À l'annexe 3,
7 au paragraphe 628 de sa requête, M. Gbagbo argue du fait que les témoins de
8 l'Accusation n'ont pas identifié les auteurs comme étant des éléments des forces pro-
9 Gbagbo.

10 Notre réponse : la description des attaquants par les témoins montre qu'il s'agissait
11 de forces pro-Gbagbo. La déposition du témoin 0109, indiquant que plusieurs jeunes
12 de Yao Séhi leur avaient déjà jeté des pierres, faisaient partie des attaquants qui l'ont
13 blessé et qui l'ont laissé pour mort le 25 février 2011...

14 Si vous le permettez, je voudrais maintenant très rapidement passer à huis clos
15 partiel — très rapidement.

16 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [15:31:30] Très rapidement,
17 très brièvement.

18 M. MacDONALD (interprétation) : [15:31:32] Très brièvement.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [15:31:35] Passons à huis
20 clos partiel.

21 *(Passage en audience à huis clos partiel à 15 h 31)*

22 (Expurgé)

23 (Expurgé)

24 (Expurgé)

25 (Expurgé)

26 (Expurgé)

27 (Expurgé)

28 (Expurgé)

1 (Expurgé)

2 (Expurgé)

3 (Expurgé)

4 (Expurgé)

5 (Expurgé)

6 (Expurgé)

7 (Expurgé)

8 *(Passage en audience publique à 15 h 32)*

9 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [15:32:45] Nous sommes à nouveau en
10 audience publique, Monsieur le Président.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [15:32:54] Monsieur
12 MacDonald, la parole est à vous.

13 M. MacDONALD (interprétation) : [15:32:58] Le témoin 0441 a témoigné en disant
14 que Maguy Le Tocard et Agbolo, un associé connu de M. Blé Goudé, faisaient partie
15 des attaquants à Doukouré, ainsi que beaucoup d'autres personnes armées : des
16 civils, des personnes en uniforme, des officiers de police et également des
17 vagabonds. L'Accusation rappelle que le témoin 0434 a vu le commandant du GPP,
18 Maguy Le Tocard, à la base navale de Locodjoro le 12 avril et a également témoigné
19 que le GPP était l'auteur de violences à Yopougon pendant cette période.

20 Excusez-moi, j'étais un peu distrait.

21 L'Accusation rappelle que le témoin 0434 avait vu le commandant du GPP, Maguy
22 Le Tocard, à la base navale de Locodjoro le 12 avril, a également témoigné que le
23 GPP commettait des actes de violence à Yopougon pendant cette période.

24 Le témoin 0109 a identifié des Libériens parmi les attaquants et il a entendu que l'on
25 y parlait anglais. Le témoin 0568 a également entendu les attaquants s'exprimer en
26 anglais, et il en va de même pour un autre... une autre victime de violence sexuelle
27 dont vous avez entendu parler — et je ne vais pas demander à passer à huis clos
28 partiel pour vous donner le numéro de témoin.

1 Et comme cela a été indiqué plus tôt, le témoin 0435 a témoigné du fait que des
2 Libériens commettaient des crimes à Yopougon contre ceux qui étaient considérés
3 comme des sympathisants pro-Ouattara après l'arrestation de M. Gbagbo. En outre,
4 le témoin 0483 a témoigné en disant que des mercenaires libériens étaient basés à la
5 résidence présidentielle et se sont rendus à la base navale de Locodjoro après
6 l'arrestation de M. Gbagbo.

7 En outre, les mots et les actions des attaquants qui avaient ciblé les Dioula et les
8 sympathisants ou ceux considérés comme des sympathisants pro-Ouattara à Mami
9 Faitai et Doukouré ont montré qu'il s'agissait de forces pro-Gbagbo. Les auteurs ont
10 dit qu'ils allaient tuer l'ensemble des Dioula. Ils ont vérifié l'identité des civils et ils
11 ont effectivement tué beaucoup d'hommes dioula pendant les attaques et au cours
12 des attaques. Les attaquants ont également violé les femmes considérées comme des
13 sympathisants de Ouattara.

14 Et enfin, les blessures, les massacres et les viols de sympathisants perçus comme
15 étant les sympathisants de Ouattara le 12 avril ou autour du 12 avril « s'inscrit »
16 dans un cadre de crimes similaires systématiquement commis par les forces pro-
17 Gbagbo pendant la période postélectorale dont je parlerai maintenant lorsque je vais
18 aborder les éléments contextuels de crimes contre l'humanité.

19 Je vois l'heure qu'il est, Monsieur le Président. Je propose de procéder de la manière
20 suivante, si vous le voulez bien : je vais commencer mon intervention au sujet de...
21 mes observations sur les éléments contextuels, mais je ne pourrai pas achever ma
22 présentation aujourd'hui en ce qui a trait aux éléments contextuels des crimes contre
23 l'humanité. Je vais aborder le premier argument avancé par la Défense qui concerne
24 la ligne de conduite. Je vais traiter, ou je propose, en tout cas, d'en terminer avec ce
25 premier point, et nous devrions en terminer à 16 heures ou quelques minutes après
26 16 heures.

27 *(Suite de l'intervention inaudible).*

28 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [15:37:01] Votre

1 microphone, s'il vous plaît.

2 M. MacDONALD (interprétation) : [15:37:04] Donc, dans la troisième section de
3 notre réponse, nous faisons valoir les éléments de droit. Dans la deuxième partie,
4 nous examinons de manière détaillée les éléments de preuve qui figurent au dossier,
5 qui concernent la norme à appliquer en l'espèce pour les étapes futures, c'est-à-dire
6 que les forces pro-Gbagbo ont mené des attaques systématiques et généralisées à
7 l'encontre d'une population civile perçue comme étant des partisans de M. Ouattara.
8 En agissant de la sorte, nous répondrons également aux arguments avancés par la
9 Défense concernant les éléments contextuels.

10 Demain, j'aborderai la question du plan commun lorsque je discuterai des modes de
11 responsabilité au titre de l'article 25-3-a, mais je crois qu'il convient à présent de
12 rappeler la manière dont l'attaque s'est déroulée.

13 Le 27 novembre 2010, la mise en œuvre du plan commun avait évolué au point
14 d'inclure une politique d'État ou d'organisation visant à attaquer des civils
15 considérés comme des partisans de M. Ouattara. Après le premier tour des élections
16 présidentielles, M. Bédié a encouragé l'électorat qui avait voté pour lui à soutenir
17 M. Ouattara et à voter pour lui au deuxième tour de scrutin. Fort de cet appui,
18 M. Ouattara était désormais le favori pour le deuxième tour des élections.

19 M. Gbagbo, quant à lui, était Président depuis octobre 2000, cinq ans au-delà du
20 mandat prévu ; un mandat qui aura été marqué par des conflits ethniques, des coups
21 d'État... des tentatives de coups d'État et la séparation du pays en deux parties. Les
22 rebelles occupaient le Nord, et M. Gbagbo régnait sur le Sud.

23 En août 2010, en prévision des élections, M. Gbagbo a rappelé à ses généraux qu'ils
24 lui devaient loyauté, car après tout, si lui tombait, eux aussi tomberaient. M. Gbagbo
25 ainsi que son entourage immédiat, y compris M. Blé Goudé, ont également... se sont
26 préparés en vue de violences. En effet, ils ont formé et armé des jeunes et des milices
27 pro-Gbagbo. M. Gbagbo a réquisitionné, pour aucune raison opérationnelle
28 légitime... il a réquisitionné l'armée le 14 novembre 2010.

1 La campagne précédant le deuxième tour, donc, a démarré et M. Gbagbo a
2 commencé à utiliser un langage incendiaire lorsqu'il parlait de son adversaire,
3 M. Ouattara. Lors d'un meeting politique qui a eu lieu le 20 novembre, M. Gbagbo a
4 déclaré que M. Ouattara était responsable du coup d'État de 1999 contre M. Bédié en
5 ajoutant que — et je cite : (*intervention en français*) « le serpent n'est pas encore mort »
6 (*Interprétation*), et de ne pas laisser tomber leurs matraques. M. Gbagbo a, en outre,
7 qualifié M. Ouattara... ou accusé M. Ouattara d'être à l'origine des violences en Côte
8 d'Ivoire et a ajouté qu'après le 28 novembre, les germes de la violence doivent être
9 éradiqués pour de bon, il faut épurer la vie politique de Côte d'Ivoire de cela. Il n'est
10 donc pas étonnant que des actes violents ont commencé dès le début du deuxième
11 tour du scrutin et se sont poursuivis jusqu'à l'arrestation de M. Gbagbo. Cette
12 violence, comme nous allons le démontrer, visait la population civile considérée
13 comme étant pro-Ouattara.

14 Au cours des cinq mois qui ont suivi, les FDS, les jeunes pro-Gbagbo, les milices et
15 les mercenaires ont tué, violé et grièvement blessé des civils perçus comme étant des
16 partisans de Ouattara à Abidjan. En effet, les civils perçus comme étant les partisans
17 de Ouattara, qu'ils soient réels ou supposés, étaient du coup considérés comme des
18 militants de l'opposition, des militants politiques et des partisans. Les civils étaient
19 donc considérés comme des sympathisants de l'opposition du fait de leur religion,
20 ils étaient musulmans, ou de leur ethnie parce qu'ils étaient Dioula, ou de leur
21 provenance parce qu'ils venaient du Nord de la Côte d'Ivoire ou d'autres pays
22 d'Afrique de l'Ouest, ainsi que les Ivoiriens d'origine ouest africaine. Les forces pro-
23 Gbagbo ont attaqué les sympathisants perçus comme étant proches de Ouattara en
24 suivant une ligne de conduite similaire que je décrirai dans quelques instants.

25 En effet, ils ont ciblé des manifestants pro-Ouattara ainsi que les locaux du parti de
26 l'opposition. Ils ont attaqué les quartiers perçus comme étant pro-Ouattara ainsi que
27 les mosquées. Ils ont tué des civils à la suite de vérifications d'identité, notamment
28 aux barrages routiers, et ils ont tiré au mortier sans discernement contre des civils

1 perçus comme étant des sympathisants de Ouattara, ou dans leurs quartiers.
2 Certains des moyens utilisés pour commettre ces actes violents ont évolué au fil du
3 temps. M. Gbagbo était devenu plus attaché au pouvoir, et donc, lui comme M. Blé
4 Goudé ont accru leur violence. À titre d'exemple, vers la fin février — j'ai fait
5 allusion à cela et j'y reviendrai plus tard —, les FDS ont commencé à tirer des obus
6 sur certaines parties d'Abobo en tuant des civils. Environ à la même période, à
7 Yopougon, M. Blé Goudé appelait les jeunes pro-Gbagbo à ériger des barrages
8 routiers et, à ces barrages routiers, les civils étaient persécutés puis tués..
9 Ce qui a relié ces événements ensemble, pour reprendre les propos de la Chambre
10 préliminaire dans sa décision de confirmation des charges contre M. Blé Goudé, au
11 paragraphe 146, c'était — et je cite : « le rôle extrêmement important de coordination
12 de M. Gbagbo. L'objectif global était de le maintenir [et je cite] au pouvoir à tout
13 prix, y compris par l'emploi de la force contre des civils. » Fin de citation.
14 L'Accusation fait valoir que les éléments de preuve démontrent que, entre le
15 27 novembre 2010 et le 12 avril 2011 ou autour de cette date, à Abidjan, les forces
16 pro-Gbagbo ont mené une attaque généralisée et systématique contre une
17 population civile perçue comme étant pro-Ouattara. Et en outre, cette attaque a été
18 menée dans la poursuite d'une politique d'État ou d'organisation.
19 Je réponds maintenant aux principaux arguments avancés par la Défense concernant
20 les éléments contextuels.
21 À l'annexe 3, page 138, M. Gbagbo et M. Blé Goudé, aux paragraphes 4 et 5 de leurs
22 requêtes respectives, font valoir que, premièrement, la ligne de conduite impliquant
23 la commission de multiples actes auquel il est fait référence à l'article 7-1 n'est pas
24 prouvée. Et ils indiquent également que la politique d'État ou d'une organisation
25 visant à commettre une attaque n'a pas été établie non plus. Je vais donc répondre à
26 ces arguments et je vais commencer par la ligne de conduite.
27 S'agissant de la ligne de conduite impliquant la commission d'acte multiples
28 auxquels il est fait référence à l'article 7-1, l'Accusation fait valoir que les éléments de

1 preuve qui figurent au dossier de l'affaire, s'agissant des actes prévus à l'article 7-1,
2 ont été commis et se rapportent aux cinq incidents, et qu'ils suffisent en eux-mêmes
3 à établir l'existence d'une ligne de conduite. Il y a eu, en effet, au
4 moins 142 meurtres, 17 viols et 110 autres actes inhumains ainsi que de multiples
5 actes de persécution.

6 Les éléments de preuve montrent que ces actes n'étaient pas aléatoires. Ils n'ont pas
7 été commis par coïncidence. C'étaient des actes de violence commis par les forces
8 pro-Gbagbo contre des civils considérés comme des partisans de M. Ouattara, et ce, à
9 Abidjan, pendant la crise postélectorale.

10 Je vais... Mais il y a plus, Monsieur le Président, outre les cinq incidents faisant
11 l'objet des charges, l'Accusation a présenté d'autres éléments de preuve tendant à
12 démontrer l'existence d'une ligne de conduite, y compris les preuves relatives à des
13 actes visés à l'article 7-1 commis pendant... ou dans le cadre des... de 20 autres
14 incidents. Mais au-delà de ces 20 incidents supplémentaires, vous disposez de
15 preuves testimoniales supplémentaires concernant des actes article 7-1 commis par
16 les forces pro-Gbagbo contre des personnes considérées comme des sympathisants
17 de M. Ouattara pendant la violence postélectorale à Abidjan. Ces éléments de preuve
18 sont décrits aux paragraphes 229 et suivants de notre réplique.

19 M. Gbagbo prétend, dans sa requête au paragraphe 3... pardon, le paragraphe 640 de
20 l'annexe 3, que le but n'est pas clair tel que prétendu par l'Accusation.

21 Notre réponse : soyons clairs, les éléments de preuve d'actes... relatifs à des actes
22 article 7-1 commis lors de ces incidents... 20 incidents corroborent et étayent notre
23 position, à savoir qu'il existait une ligne de conduite. Il faut insister sur ce point
24 parce qu'il est important. C'est cette ligne de conduite elle-même qui doit être
25 prouvée, pas les actes individuels qui ont été commis. La ligne de conduite elle-
26 même doit être prouvée. Les preuves relatives aux 20 autres incidents corroborent et
27 étayent l'argument selon lequel les forces pro-Gbagbo ont mené des actes visés à
28 l'article 7-1 contre des civils perçus comme étant des sympathisants Ouattara à

1 Abidjan, pendant la crise postélectorale. Et les autres preuves auxquelles j'ai fait
2 référence corroborent et complètent cette position. Vous avez donc les cinq incidents,
3 ensuite il y a 20 incidents supplémentaires et d'autres éléments de preuve qui
4 figurent déjà au dossier.

5 Et l'ensemble de ces éléments de preuve montrent donc que tous ces actes-là, visés à
6 l'article 7-1, suivent la même ligne de conduite. Et cette pratique ou ligne de
7 conduite, que je vais décrire à l'instant, démontre que les actes violents, ce n'étaient
8 pas des actes aléatoires ou des coïncidences.

9 Mais quelles sont ces pratiques ou cette ligne de conduite au juste ? La première
10 pratique est la suivante : les forces pro-Gbagbo ciblaient les militants politiques pro-
11 Ouattara, réels ou supposés, ainsi que les sympathisants lors des manifestations ou
12 dans les locaux des partis politiques. Par exemple, pendant la soirée du 1^{er} décembre,
13 une unité de la gendarmerie de Yopougon a attaqué le bureau du RDR à Wassakara,
14 tuant ainsi quatre civils et blessant sept. Vous avez entendu le témoignage du 0440 à
15 cet égard ; il était présent.

16 Le 6 décembre, le BMO du CECOS — BMO, j'aurais dû l'indiquer précédemment : la
17 Brigade de maintien de l'ordre — a exécuté un civil lors d'une manifestation du
18 RHDP à Adjamé Boribana.

19 Les FDS ont tiré pendant sans discernement sur les manifestants pendant la marche
20 du 16 décembre. Pendant cette même marche, les membres du GPP et de la FESCI
21 ont passé à tabac des manifestants. Les membres de la FESCI ont également tiré sur
22 des manifestants et en ont blessé quelques-uns.

23 Le 3 mars, lors de la marche des femmes, les FDS ont tué sept femmes et ont blessé
24 d'autres civils. Là encore, il s'agissait d'une manifestation contre l'autorité de
25 M. Gbagbo.

26 Le 8 avril, des forces sous les ordres de l'aide de camp de Simone Gbagbo ont
27 exécuté quatre gardes du corps d'un porte-parole du RDR.

28 Les forces pro-Gbagbo ont également pillé ou détruit les locaux des partis politiques.

1 Ils ont également procédé au pillage ou à la destruction des domiciles de
2 représentants de l'opposition. Tous ces actes militent en faveur de l'existence de cette
3 ligne de conduite.

4 Il est... il convient alors de rappeler que, par ailleurs, les meetings organisés par
5 M. Gbagbo n'ont pas fait l'objet d'attaques. Au lieu de cela, ils étaient protégés et
6 cela a été démontré dans le cadre de cette affaire.

7 Je vais à présent décrire la deuxième pratique qui participe de cette ligne de
8 conduite.

9 Les forces pro-Gbagbo ont ciblé des civils, y compris des représentants religieux
10 dans des quartiers habités par des personnes considérées comme pro-Ouattara. Cette
11 pratique est démontrée par les éléments suivants : les attaques sur certaines parties
12 d'Abobo, survenues les 17 et 18 décembre, au lendemain de la marche du
13 16 décembre. Les tirs ou le pilonnage sans discernement, les 3 et 17 mars qui a eu
14 lieu à Abobo, essentiellement dans des quartiers pro-Ouattara. Les quartiers pro-
15 Ouattara de Doukouré et de Lem ont fait l'objet d'attaques entre le 25 et le
16 28 février et les quartiers de Doukouré et Mami Faitai, le 12 avril. Le 15 mars, le
17 groupe de miliciens de Maguy Le Tocard et des membres de la BAE — la Brigade
18 anti-émeutes — ainsi que des membres de la gendarmerie ont attaqué Port-Bouët II.
19 Ils ont tué un imam ainsi que d'autres civils. Le 19 mars, les membres des miliciens
20 du GPP, sous les ordres du CRS1, ont attaqué la maison d'un imam à Williamsville
21 et l'ont tué ainsi que d'autres civils.

22 D'autres éléments militent en faveur de l'existence de cette ligne de conduite. En
23 effet, les forces pro-Gbagbo ont pillé ou détruit des mosquées ; ils ont pillé des
24 magasins appartenant à des habitants du Nord ou à des Africains de l'Ouest.

25 La troisième pratique est celle-ci : les forces pro-Gbagbo ciblaient les civils considérés
26 comme étant pro-Ouattara à la suite de vérification d'identité. Cela se produisait
27 principalement aux barrages routiers.

28 Nous sommes en audience publique, Monsieur le Président, je vous rappelle

1 simplement le témoignage d'une victime du 16 décembre... de la marche du
2 16 décembre, et je vous rappellerai ce qui lui est arrivé, comment elle a été arrêtée et
3 ce qu'il est advenu d'elle. Elle a été arrêtée par des jeunes pro-Gbagbo. Je n'en dirai
4 pas plus parce que nous l'avons entendu à huis clos partiel. Mais dans notre
5 réplique, vous trouverez les passages pertinents de sa déposition.

6 Après le 25 février, des rebelles soupçonnés ont été lynchés ou brûlés par des Jeunes
7 Patriotes à des barrages routiers à Yopougon et c'était pratiquement quelque chose
8 qui se produisait tous les jours. Le 11 mars, les jeunes parlementaires ont tué un
9 homme burkinabé à Yopougon parce qu'ils le soupçonnaient d'être un informateur
10 rebelle. Le 12 avril, les forces pro-Gbagbo ont fait du porte à porte en identifiant des
11 hommes comme étant pro-Ouattara, ils les ont tués et ils ont violé des femmes.
12 Permettez-moi maintenant de décrire maintenant le dernier exemple de cette
13 pratique. Les FDS tiraient des obus sans discernement dans des zones densément
14 peuplées par des sympathisants pro-Ouattara supposés. Cette pratique est illustrée
15 par ce qui s'est passé le 3 mars et le 17 mars. En outre, les FDS ont tiré au mortier sur
16 certaines parties d'Abobo au moins le 26 et le 27 février, entre le 11 et le 12 mars et
17 le 22 mars. Enfin le 11 avril, la Garde républicaine a pilonné une boulangerie à
18 Treichville. Tous ces événements ont causé des victimes. Tous.

19 Cette ligne de conduite est également démontrée par des témoins des FDS et des
20 témoins civils. Ces témoins sont venus déclarer que, à partir de la fin février 2011, les
21 FDS ont tiré des mortiers... ont placé des mortiers face à certains endroits précis. Ils
22 ont également déclaré que, en février et en mars, des convois FDP ont tiré sans
23 discernement dans des zones entre le camp Commando et d'autres camps.

24 Ce sont là quelques exemples — et je dis bien « quelques exemples seulement » — de
25 cette ligne de conduite. Et dans notre réplique, vous trouverez des exemples plus
26 détaillés.

27 Je voudrais dire un mot au sujet des observations formulées par M. Gbagbo selon
28 lesquelles l'Accusation s'est fondée sur des rapports provenant d'ONG et des

1 Nations Unies, et qui contiennent des ouï-dire anonymes — voir annexe 3,
2 paragraphe 764.

3 D'abord, comme l'a déclaré M. Stewart lors de sa présentation, à ce stade-ci de la
4 procédure, donc à mi-procès, la Chambre devrait s'abstenir de procéder à une
5 appréciation de la crédibilité et de la fiabilité des éléments de preuve, sauf dans des
6 cas extrêmement limités.

7 Deuxièmement, et plus important, comme cela est indiqué dans la section II.B de
8 notre réplique, rien n'empêche la Chambre de se fonder sur des éléments de preuve
9 par ouï-dire, le Statut ne le lui interdit pas, notamment lorsqu'il s'agit de corroborer
10 ou de compléter les cinq incidents faisant l'objet des charges. Toutefois, nous avons
11 choisi de répondre à ces préoccupations dans notre réplique — comme je l'ai
12 indiqué, dans la section II.B et la section III — et nous faisons valoir que les rapports
13 sur lesquels nous nous sommes fondés, notamment ceux qui émanent de l'ONUSI,
14 sont des sources fiables de preuve. S'il est vrai que les rapports de l'ONUSI
15 contiennent effectivement des éléments de preuve par ouï-dire, il n'en demeure pas
16 moins que la méthodologie suivie pour la collecte de ces informations est
17 suffisamment fiable.

18 Pour terminer mon propos sur la ligne de conduite, ces actes prévus à l'article 7-
19 1 n'étaient pas sans lien les uns aux autres et n'étaient pas des actes aléatoires. Nous
20 estimons que les éléments de preuve démontrent clairement que ces actes établissent
21 l'existence d'une ligne de conduite et... qui mérite que la Chambre renvoie cette
22 affaire au prochain stade de la procédure. Après tout, c'est de cela que nous
23 débattons aujourd'hui.

24 Merci, Monsieur le Président. Je vais m'arrêter là-dessus et je reprendrai demain.

25 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : [16:01:36] Merci.

26 Nous allons donc lever l'audience et nous allons reprendre demain matin à 9 h 30 —
27 je l'espère. Et vous pourrez alors poursuivre votre présentation, Monsieur le
28 Procureur. Et je suppose que vous allez en terminer demain. Oui. Très bien.

- 1 Merci beaucoup. L'audience est levée et nous reprendrons demain à 9 h 30.
- 2 M^{me} L'HUISSIER : [16:02:13] Veuillez vous lever.
- 3 (*L'audience est levée à 16 h 02*)